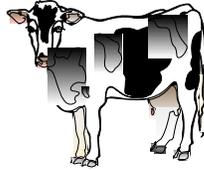


Version archive pour bibliothèques de Societas Criticus et DI  
Revue Internet en ligne

**Societas Criticus**  
**Revue de critique sociale et politique**  
**On n'est pas vache...on est critique!**  
&  
**D.I. revue d'actualité et de culture**  
**Où la culture nous émeut!**



[www.homestead.com/societascriticus](http://www.homestead.com/societascriticus)

Cette revue est éditée à compte d'auteurs.

**Vol. 7 no. 5 / Vol. 8 no. 1**

Le gouvernement Libéral, minoritaire, fut défait en chambre le 28 novembre 2005. Le parlement fut dissous le lendemain par la gouverneure générale du Canada, Michaëlle Jean, à la demande du Premier Ministre Paul Martin. L'élection a eu lieu lundi dernier, le 23 janvier 2006. J'ai donc fermé ce numéro aujourd'hui, le mercredi, 25 janvier 2006, car il coïncide approximativement avec le matériel que nous avons écrit durant la période électorale.

Michel Handfield, coéditeur de Societas Criticus

Pour plus de renseignements sur cette élection, voir Wikipédia :

[http://fr.wikipedia.org/wiki/%C3%89lection\\_f%C3%A9d%C3%A9rale\\_canadienne\\_de\\_2006](http://fr.wikipedia.org/wiki/%C3%89lection_f%C3%A9d%C3%A9rale_canadienne_de_2006)

---

**Pour nous rejoindre:**  
[di\\_societas@hotmail.com](mailto:di_societas@hotmail.com)

**Societas Criticus**  
**C.P. 182, Succ. St-Michel**  
**Montréal (Québec) Canada H2A 3L9**

**Les co-éditeurs:**

[Michel Handfield](#), M.Sc. Sociologie et Délinquant Intellectuel pour penser autrement!

Gaétan Chênevert, M.Sc. Adm. et Diogénien

### **Soumission de texte:**

Les envoyer par [courriel](#). Si votre texte est en fichier attaché, si possible le sauvegarder en format "rtf" (rich text format) sans notes automatiques.

### **Index de ce numéro :**

#### Édito

[Laissons tomber la poussière et voyons à l'usage et  
Quand le non sens fait l'affaire ou la loi naturelle selon les conservateurs!](#)

#### [La question](#)

[« Trademark us! » : Le souhait de changer les choses](#)

[La loi du bâton!](#)

[Des élections et de nos valeurs](#)

[Le point sur un projet novateur!](#)

#### Dossier

[Un gouvernement Conservateur, ça veut dire quoi?](#)

[Le Journal/Fil de presse](#) : Rencontre ministérielle de l'OMC : Des enjeux cruciaux pour les pays du Sud;

[Commentaires livresques : Sous la jaquette!](#)

[Et de deux autres! La société de la peur et L'Ombudsman de Radio-Canada!](#)

[Quelques lectures : Les amnésiques - Juifs et Arabes à l'ombre du conflit du Proche-Orient; Être Maya et travailler dans une maquiladora; Claude Ryan et la violence du pouvoir.](#)

[Nouveaux livres reçus](#)

#### Les Films

[Histoire de famille](#)

[Les mots bleus](#)

[THE NEW WORLD / NOUVEAU MONDE](#)

[CACHE](#)

[LE SOLEIL](#)

[BREAKFAST ON PLUTO](#)

[Le prix de la paix](#)  
[CANNES ADVERTISING FESTIVAL 2005](#)  
[Syriana](#)

###

[Index](#)

**Nos éditos!**

**Laissons tomber la poussière et voyons à l'usage**  
Michel Handfield

25 janvier 2006

Les textes parus au cours de cette campagne électorale d'hiver montrent clairement que je ne suis pas un conservateur. Cependant, ce gouvernement étant fortement minoritaire, il sera contrôlé, ce qui me rassure un peu. J'ose croire que le pouvoir et l'apport de députés d'un peu partout au Canada, dont 10 du Québec, sauront le rapprocher du Centre. Sur ce, je conclus sur cette citation pour Stephen Harper :

*« I am making a single point here. LaFontaine and Baldwin demonstrated that the only way reform movements could have a sustained impact was at the national level. And inversely, the only way Canada could be governed successfully was from the centre-left. »* (Saul, John Ralston, 1998, Reflection of a siamese twin, Canada at the end of the twentieth century, Canada: Penguin book, p. 66)

Think to that, Stephen!

**Quand le non sens fait l'affaire ou la loi naturelle selon les conservateurs!**  
Michel Handfield

25 janvier 2006

	Cons.	Lib.	B.Q.	N.P.D.	Autre	Total	
<b>En avance :</b>	124	103	51	29	1	308	Nombre total de sièges : 308
<b>% des votes :</b>	36,3	30,2	10,5	17,5	5,6	100	Majorité : 155

Source : [http://enr.elections.ca/ElectoralDistricts\\_f.aspx](http://enr.elections.ca/ElectoralDistricts_f.aspx) mardi, 24 janvier 2006

Le mariage gai n'est pas naturel pensent les conservateurs qui veulent redéfinir le mariage comme l'union entre un homme et une femme. (1) Aider les gens dans le besoin est contre nature, car si la nature aurait voulu les aider elle le ferait! (2) On peut toujours être compatissant, mais l'État n'a pas d'obligation en ce sens (3); cela peut être confié à des organismes de charité ou religieux et l'État peut même criminaliser la pauvreté! (4) Le réchauffement de la planète est un phénomène dont on ne connaît pas toutes les causes – il est même qualifié de naturel par certains scientifiques près des conservateurs – et Kyoto affecterait très durement les consommateurs et le développement économique de l'Amérique selon George W. Bush (5), les conservateurs États-Uniens et ses amis d'ici! (6)

Ces lois naturelles servent à justifier les privilèges de quelques uns et à s'opposer à un État perçu comme trop interventionniste par les conservateurs, sauf qu'il s'agit souvent d'un renversement de sens.

D'abord, concernant le mariage gai, on peut dire que s'il est contre nature, ce n'est pas parce qu'il concerne les gais; c'est parce que le mariage n'est pas naturel : il est social! S'il était naturel on le retrouverait dans la nature. Alors si les conservateurs respectent l'ordre naturel des choses tel qu'ils l'affirment, ce n'est pas le mariage gai qu'ils doivent abolir, mais le mariage!

Et s'ils acceptent que l'Homme a fait des lois et des institutions, comme celle du mariage, pour régir la vie en société et pour suppléer aux absences de la loi naturelle dans la vie sociale, ils doivent aussi accepter que ces lois réglementent les relations économiques et l'environnement. Si aider les pauvres n'est pas une priorité de l'État pour eux, mais une responsabilité individuelle (3) au nom de principes malthusiens (2), « au plus fort la poche » serait-il mieux? Que le plus fort puisse s'accaparer impunément du bien d'autrui s'il ne peut se défendre, peut importe sa richesse, n'est pas mieux que de voir le riche regarder crever le pauvre au nom d'une suprématie qu'il se donne! S'il accuse le pauvre de son malheur, de faiblesse morale ou d'ivrognerie, il ne doit pas oublier que quelques uns ont aussi profité de sa faiblesse pour s'enrichir de ses vices. Ils l'ont peut être même aidé si cela leur était profitable! Mais l'excuse est toute trouvée : les affaires sont amORAles, mais rationnelles! Quel sophisme des conservateurs : en affaire on défend l'amoralité et la rationalité du libre marché, mais en matière politique et sociale, la morale prend la place du libéralisme! Pourquoi le marché ne devrait-il pas être moral lui aussi? Pourquoi le marché ne devrait-il pas être balisé par des normes et des lois aussi strictes que celles que l'on veut imposer en matière de moralité publique?

La vie en société se base sur des principes communautaires et d'entraides, d'égalité, sinon il n'y a pas de société. C'est un équilibre entre libertés et responsabilités; libre choix et éthique. L'État peut et doit limiter les libertés citoyennes, incluant celles des citoyens corporatifs, au nom du bien commun. Il y a des lois qui vous empêchent d'empoisonner le chat de votre

voisin; il doit y en avoir qui empêchent d'empoisonner son eau ou son air si vous êtes un citoyen corporatif (une entreprise)! C'est d'ailleurs sur ce principe que je fonde ma principale critique de la Charte des droits et liberté de Pierre Elliott Trudeau et du rapatriement de la constitution de 1982 : cette charte aurait dû s'appeler la charte des droits, libertés et **responsabilités** et inclure un alinéa important sur les responsabilités. Elles avaient beau être sous jacentes dans la pensée du législateur au moment de l'écrire, les juges n'interprètent pas toujours la pensée du législateur, mais ce qui est écrit à la lumière de leurs valeurs.

Quant à l'environnement et au rejet de la signature libérale de Kyoto, on peut citer la Bible tant qu'on le voudra pour faire plaisir à George W. Bush et justifier l'inconscience environnementale au nom de Dieu : « Soyez féconds et devenez nombreux, remplissez la terre et soumettez-la ; tenez dans la soumission les poissons de la mer, et les créatures volantes des cieux, et toute créature vivante qui se meut sur la terre. » (7) Sauf que s'il a dit de les soumettre, il n'a jamais dit de détruire la planète et les êtres qu'il a créés au nom de notre avidité! Kyoto est un début qu'il ne faut pas jeter au dépotoir, mais dépasser!

Nettoyer l'État nous promettent les conservateurs! Ceci ne devrait cependant jamais être synonyme de le démanteler, ni de rejeter nos valeurs sociales et politiques au nom d'un individualisme dominant ou de valeurs religieuses qui ne sont pas partagées par tous, car un gouvernement représente tous les citoyens : tant ceux qui ont voté pour lui que contre lui, ce qui fait qu'un gouvernement n'est jamais élu par une majorité de citoyens, surtout si l'on considère le taux d'abstention. (8) Cela est d'autant plus vrai quand il s'agit d'un gouvernement minoritaire. Être représentant du peuple ne demande pas de représenter exclusivement ses valeurs, ses croyances religieuses ou son athéisme, mais de trouver un terrain d'entente et de liberté; une forme de compromis ou de consensus le plus large possible, où ces valeurs peuvent s'affirmer sans nuire aux autres. Autoriser le mariage gai ou l'avortement ne signifie pas d'obliger les Églises à renier leurs croyances, ni au citoyen de faire contre son gré et sa conscience, mais bien de permettre à ceux et celles qui le veulent de le faire. Les tribunaux, qui sont civils, laïque et neutre par définition, peuvent donc marier des couples gais sans brimer quelques citoyens, religions ou croyances que ce soit. Les Églises qui sont ouvertes à cette orientation sexuelle pourront aussi le faire tout naturellement! Les autres pourront toujours évoluer ou rester dogmatiques.

Si d'être au pouvoir signifie d'imposer uniquement ses valeurs, sans respect d'un espace social de liberté, nous reviendrons rapidement au temps de l'inquisition. Imaginez qu'un chrétien fondamentaliste interdise le catholicisme et les autres religions? Serait-ce acceptable? NON, pas davantage que de nous imposer le judaïsme, l'islam ou l'athéisme.

Il y a une différence entre liberté et laisser-faire. La vie en société implique des droits et des responsabilités. Elle implique aussi une certaine surveillance : l'État a le devoir de protéger l'intégrité de son territoire et de ses citoyens. Il doit donc regarder les groupuscules et les sectes pour éviter certaines dérives au nom de Dieu, de différentes croyances ou de valeurs incompatibles avec le contrat social implicite qui existe entre les citoyens. (9) La liberté et la démocratie sont des bijoux qu'on a le devoir de protéger

\*\*\*

Je ne puis donc être conservateur, car c'est contraire à la plupart de mes convictions. Si je crois à la liberté, je crois aussi que l'État a un rôle de soutien à jouer pour ses citoyens et de redistribution d'une part de la richesse vers ceux qui en ont besoin. Dans un monde idéal, je serais un anarcholibéral! De l'anarchisme je retiendrai le principe d'auto-organisation citoyenne; du libéralisme politique et social, je retiendrai la notion d'équilibre dans la satisfaction des besoins, car c'est là le principe pour être heureux et on veut tous l'être! Mais comme on n'est pas dans un monde idéal, je ne peux qu'être un libéral social! (10)

#### Notes :

1. « *Toute tentative du Sénat pour bloquer un éventuel projet de loi du Parlement visant à rétablir la définition traditionnelle du mariage reviendrait à un « abus de pouvoir », a déclaré jeudi le chef conservateur, Stephen Harper, à Waterdown, en Ontario.* » (« Mariage gai, Harper marche sur la corde raide », Radio-Canada Nouvelles, vendredi 20 janvier 2006 à 9 h 33, <http://radio-canada.ca/nouvelles/electionsFed2006/2006/01/19/007-harper-jeudi19-rb.shtml>)

2. « Un homme qui naît dans un monde déjà occupé, s'il ne peut obtenir des moyens d'existence de ses parents auxquels il peut justement les demander, et si la société ne peut utiliser son travail, cet homme n'a pas le moindre droit à la plus petite portion de nourriture, et en réalité il est de trop sur la terre. Au grand banquet de la nature, il n'y a pas de couvert mis pour lui; la nature lui commande de s'en aller, et elle ne tarde pas à mettre cet ordre elle-même à exécution. » (Malthus, 1803, Essai sur le principe de la population, cité par Bernard, Michel, 1997, L'utopie néolibérale, Québec: l'aut'journal et Chaire d'études socio-économique de l'UQAM., p. 55)

3. La conviction qu'il revient aux individus de subvenir à leurs propres besoins, à ceux de leur famille et à ceux des personnes à leur charge, tout en reconnaissant que le gouvernement doit être présent pour les citoyens qui font appel à son aide et à sa compassion. ([www.conservative.ca/FR/1141/](http://www.conservative.ca/FR/1141/))

4. Wacquant, Loïc, 2004, Punir les pauvres, France : Agone. Voir : <http://atheles.org/agone/contrefeux/punirlespauvres/>

5. « This is important new information that warrants a reevaluation, especially at a time of rising energy prices and a serious energy shortage. Coal generates more than half of America's electricity supply. At a time when California has already experienced energy shortages and other Western states are worried about price and availability of energy this summer, we must be very careful not to take actions that could harm consumers. This is especially true given the incomplete state of scientific knowledge of the causes of, and solutions to, global climate change and the lack of commercially available technologies for removing and storing carbon dioxide. » (GEORGE W. BUSH, *Text of a Letter from the President to Senators Hagel, Helms, Craig, and Roberts*, The White House) Lien: [www.whitehouse.gov/news/releases/2001/03/20010314.html](http://www.whitehouse.gov/news/releases/2001/03/20010314.html)

6. « Environnement : Harper laisserait tomber Kyoto. » Radio-Canada Nouvelles, jeudi 12 janvier 2006 à 17 h 33, <http://radio-canada.ca/nouvelles/electionsFed2006/2006/01/12/033-harper-kyoto.shtml>

7. Bible: Les Saintes Écritures — Traduction du monde nouveau, Genèse 1:1-31 : [www.watchtower.org/languages/francais/bible/ge/chapter\\_001.htm](http://www.watchtower.org/languages/francais/bible/ge/chapter_001.htm)

8. Une partie de l'abstention – j'aurais le goût d'écrire du vote abstentionniste! – vient de citoyens qui considèrent qu'aucun des choix ne représente leurs valeurs ou leurs préoccupations. Pour d'autres, c'est qu'aucun des choix en liste ne mérite leur confiance. Ces abstentions sont donc synonymes d'un vote contre, d'un vote de protestation. C'est pour cette raison qu'il est rare qu'un parti soit réellement élu par une majorité de citoyens. Élu par une majorité d'électeurs oui, de citoyens, non! Les élus doivent en tenir compte.

9. Rousseau, Jean-Jacques, 1992 [1762], *Du contrat social*, France: Grands écrivains.

10. « Tout État est affaibli par une trop grande disproportion entre les citoyens. Chacun, si c'est possible, devrait jouir des fruits de son travail, par la pleine possession de tout ce qui est nécessaire à la vie, et de plusieurs des choses qui la rendent agréable. Nul ne peut douter qu'une telle égalité soit ce qui s'accorde le mieux avec la nature humaine et qu'elle ôte bien moins au bonheur du riche qu'elle n'ajoute à celui du pauvre. Elle augmente aussi le pouvoir de l'État, et elle est cause que les taxes ou impositions extraordinaires seront payées de meilleur gré. Là où les riches s'engraissent sur le dos du petit nombre, il faut que leur contribution aux nécessités publiques soit très large; mais dès lors que les richesses sont répandues sur une multitude, le fardeau semble léger à chaque épaule, et les taxes n'apportent pas de différence bien sensible dans la façon de vivre de chacun. » Hume, *La liberté comme nécessité historique*, in Mikaël Garandeau, *Le libéralisme*, GF Flammarion, corpus, p. 63 (cité sur la page *Idéologie*, Mars 2001)

## La question Michel Handfield

17 janvier 2006

Selon les sondages, les conservateurs semblent sérieusement en avance à quelques jours des élections. Ce qui est en jeu maintenant c'est de savoir si nous aurons un gouvernement minoritaire ou majoritaire. Mais avant de faire notre choix définitif nous devons nous poser la vraie question : **Est-on prêt à privatiser l'état canadien pour ne plus avoir de scandale public?**

C'est la question qui se pose quand on regarde le programme conservateur. Léo-Paul Lauzon, titulaire de la *Chaire d'Études socio-économiques de l'UQAM* et candidat du NPD dans Outremont, a peur d'une privatisation de Postes Canada : « Ce sont des firmes américaines qui vont venir dicter leur façon de faire, ce qui est un non-sens », conclut-il. (1) C'est aussi une possibilité que nous avons examinée dans notre dossier sur les conservateurs! (2) Dans le privé, il n'y a pas de scandale, que du profit voyons!

En fait où il y a de l'argent, il y a des vautours, que ce soit dans le secteur public ou dans le privé. Ce qu'il faut ce sont des lois plus sévères et que la justice suive son cours même pour les crimes bureaucratiques, car trop souvent les crimes économiques sont considérés de moindres importances que les crimes traditionnels comme les « hold-up » : le voleur de dépanneur, armé d'un couteau, risque de faire davantage de temps (prison) que le criminel en col blanc qui commet bien souvent un crime beaucoup plus lucratif!

La question est donc la suivante : qu'est-on prêt à sacrifier pour ne plus avoir de scandale public? Privatiser l'État? Et dans le privé aura-t-on prise sur les scandales, car le privé n'est pas à l'abri. Tout un dilemme : on garde l'eau du bain avec un peu de saleté dedans ou on vide le bain... et on paie le privé pour le remplir sans davantage de garanties que son eau sera plus propre! Les apparences seront sauvées, mais les citoyens d'un État privatisé sont-ils encore des citoyens ou de simples clients? Êtes-vous prêt à ne plus être citoyen de votre État?

Il faut bien voir que cela aura aussi un impact sur le Québec advenant sa souveraineté. En effet, le Québec ne pourra pas revenir facilement en arrière et dire qu'il veut reprendre ce qui aura été privatisé par un gouvernement fédéral conservateur, comme le secteur français de Radio-Canada ou les Postes, s'il demande son entrée dans l'ALÉNA, car telles en sont les règles du jeu semble-t-il. Pour entrer dans l'ALÉNA on devra peut-être même privatiser, en tout ou en partie, nos entreprises publiques, par la vente d'actions sur les marchés financiers, ou libéraliser une part de leurs marchés, en les ouvrant à la concurrence ou à la sous-traitance. Pensons à la SAQ, Loto-Québec, les

Casinos et très certainement Hydro-Québec. C'est d'ailleurs ce que préparait le gouvernement Bouchard avec la division d'Hydro-Québec en trois entités – production, transport et distribution – à la fin des années 90, même s'il ne s'est pas rendu jusque-là. (3) Mais ce pourrait toujours être possible en cas de souveraineté du Québec cependant, façon de négocier notre entrée dans l'ALÉNA avec les États-Unis.

La classe d'affaire qui aura profité du scandale des commandites pourra maintenant voir ses semblables se payer l'État si les conservateurs prennent le pouvoir. Qui seront les grands gagnants du scandale des commandites : les citoyens ou les gens d'affaires? Posez-vous sérieusement la question avant de voter, car c'est l'élection la plus tordue qui soit. Du pur machiavélisme sur lequel le Bloc québécois n'a aucun pouvoir même s'il a allumé la mèche, car il ne fait qu'empêcher les Québécois d'être au pouvoir à Ottawa dans l'espoir d'un référendum gagnant. Sauf qu'une fois ce référendum gagné, il faudra se plier à notre puissant voisin du Sud, les États-Unis, où nous n'aurons aucun droit de vote à moins d'en devenir un État. C'est peut-être là l'élection la plus déterminante pour l'avenir du Canada et du Québec, mais je ne suis pas sûr que nous en sommes pleinement conscients. « Wake-up » ça presse.

#### **Notes :**

1. JCG, « *Lauzon redoute la privatisation de Postes Canada* », 24 heures, 16 janvier 2006, p. 8
2. *Un gouvernement Conservateur, ça veut dire quoi?* (mardi, 10 janvier, 2006) : <http://www.netrover.com/~stratji/Dossier.htm#GouvConservateur>
3. Sophie Cousineau, « *Les kilowatts en vente libre* » et « *Le défi américain* », in Commerce, Février 1997, pp. 24-33.

---

**« Trademark us! »**  
**Le souhait de changer les choses**  
Michel Handfield

Ce texte du nouvel an est complémentaire de notre éditos « *Souhaits 2005-2006* » (Vol. 7, no. 4), car ils se recoupent en partie.

dimanche, 1er janvier 2006

Depuis quelques temps je cherche la traditionnelle veste de chasse ou de bucheron d'ici; vous savez la « carreautee » rouge/Noir, Bleu/Noir, Vert/Noir ou Gris/Noir selon les déclinaisons, car c'est confortable et ça dure longtemps. Mais

cela semble très difficile à trouver. Peu importe, dans ma recherche j'ai vu des manteaux d'hiver de marque « Sorel » fait aux Philippines! Savez-vous combien ils coûtaient? Plus de 100\$, mais le tissu et la fabrication avaient l'air de qualité je l'avoue! J'ai quand même demandé au vendeur si c'était 100\$ de Monopoly, vu les salaires versés dans ces pays vers lesquels glisse de plus en plus une large part de notre économie et de nos emplois! Quel impact notre dépendance envers certains produits étrangers aura-t-il sur notre économie?

Que feront nos jeunes qui n'aiment pas l'école ou que l'école perd en cours de route, car elle ne répond pas aux besoins de tous? Que feront ceux qui n'ont pas le talent ou le goût d'aller dans certains métiers, certaines techniques ou certaines professions en demande actuellement, si notre économie se spécialise au point que des industries entières seront totalement délocalisées d'ici quelques années et que les autres choix seront de plus en plus restreints? Il ne faudrait pas oublier que faire quelque chose que l'on n'aime pas a aussi un coût (personnel, social et économique) vu les maladies directement reliées au stress d'un travail qui ne nous plaît pas! Avec une voie rapide vers des métiers en demande, comme les attestations d'études collégiales (AÉC), n'y a-t-il pas aussi des risques? Par exemple, risque-t-on de former une main d'œuvre difficilement adaptable par la suite, n'ayant pas toutes les ressources d'un diplôme collégial, si les conditions du marché changent?

En effet, dans le cadre de la mondialisation, les conditions du marché peuvent changer rapidement. Prenons le cas de l'AÉC en télémarketing du cégep de Rosemont (1) par exemple : actuellement le télémarketing semble fortement en demande, mais avec les nouvelles technologies de communication, des pays comme l'Inde pourront facilement répondre à cette demande pour le réseau mondial d'une grande entreprise ou d'une PME agressive. Des emplois d'ici pourront alors y être relocalisés, car des agents de télémarketing multilingues et bien formés feront le travail pour une fraction des coûts en Inde. (2) Que feront alors nos agents de télémarketing avec leur formation réduite axée sur l'emploi seulement? Une formation plus générale plus étoffée ne leur donnerait-elle pas de meilleures bases pour l'avenir? La même chose est aussi vraie de l'informatique, qui était pourtant une profession d'avenir il y a une décennie à peine! (3) Les certitudes s'effritent avec les pertes d'emplois.

\*\*\*

Une société peut elle se développer longtemps si son économie est construite sur une pyramide inversée : l'exportation de ses richesses naturelles, qui lui reviennent sous formes de produits finis à valeur ajoutée; un secteur industriel dépendant, plusieurs de ses grandes entreprises n'étant que des filiales de firmes étrangères, et qui se rétrécit de plus en plus par la délocalisation-relocalisation de large pans de sa production vers des pays en développement, le tout décidé à l'étranger; et un large secteur tertiaire (vente et finance) lui aussi de plus en plus dépendant de décisions prises ailleurs, et qui

devient aussi de plus en plus facilement délocalisable vers les pays en développement et les économies émergentes (Inde, Chine) avec les nouvelles technologies de l'information! Ce sont là des questions stratégiques importantes.

Si, on ne peut empêcher une certaine part de notre travail d'aller vers les pays en développement et les produits de nous revenir, on peut manifester contre le fait qu'ils nous reviennent quasiment au même prix que s'ils étaient faits ici, du moins pour le consommateur, car le producteur y trouve certainement son compte, sinon il ne le ferait pas!

\*\*\*

Comme consommateur et comme citoyen l'on peut agir diplomatiquement pour montrer que l'on n'est pas dupe et pour faire changer les choses.

D'abord, lorsque nous jugeons les prix déraisonnables pour des marchandises venant de pays où les gens sont sous payés, comme dans certaines « maquiladoras » du Mexique, où les gens gagnent parfois moins de 3\$ par jour, nous pouvons demander au marchand si on peut le payer en argent de Monopoly et tout simplement attendre les soldes sur le produit en question avant de l'acheter, car ne pas les acheter ce serait empêcher d'autres citoyens du monde de gagner leur vie et tel n'est pas notre objectif. Cependant il ne faut pas être dupe et acheter à n'importe quel prix parce que c'est griffé. Souvent un produit non griffé ou une marque maison de même qualité sera gagnante pour le consommateur.

Ensuite, c'est d'écrire à son député et au Premier Ministre (4) pour qu'il y ait un copyright sur tous nos noms de lieu et nos expressions, de telle sorte qu'un produit portant la marque Sorel soit fait à Sorel ou dans cette région, sinon l'entreprise sera passible d'une amende pour fausse représentation. Elle pourrait alors voir son stock saisi (en tout ou en partie) pour être redistribué aux personnes dans le besoin et aux solderies. Les grandes marques saisissent bien les produits de contrefaçons alors donnons nous aussi ce droit comme État. On ne peut ni de doit empêcher la mondialisation, car elle a du bon, mais on se doit de la discipliner si on veut empêcher l'exclusion qui suit dans son sillage.

**Sur ce je vous souhaite une année éclairées, avec juste ce qu'il faut de scepticisme et de cynisme pour passer agréablement à travers!**

#### **Notes :**

1. Agentes et agents en téléservices et télémarketing (centre d'appels).  
Programme offert par Emploi-Québec et le cégep de Rosemont :  
[www.crosemont.qc.ca/?64D687E2-1290-4C09-8F4A-4905BCE5EA26](http://www.crosemont.qc.ca/?64D687E2-1290-4C09-8F4A-4905BCE5EA26)

2. « L'Inde est un concurrent redoutable, en raison de son énorme bassin de travailleurs instruits, de l'amélioration des infrastructures et des faibles coûts de sa main-d'œuvre. », De plus, « En raison de la privatisation et de la chute des coûts des services de télécommunications de base, de téléavertisseurs, de téléphones cellulaires et d'Internet, on peut exploiter un centre d'appels implanté n'importe où dans le monde. » (Terri-Sue Buchanan, *Centres d'appels du Canada : Des profits au bout du fil*, Exportation et Développement Canada : [www.edc.ca/corpinfo/pubs/exportwise/winter05/p11\\_f.htm](http://www.edc.ca/corpinfo/pubs/exportwise/winter05/p11_f.htm))

3. Ed Frauenheim, *Shell délocalise massivement ses services informatiques en Inde*, CNET News.com, Vendredi 7 mai 2004 : [www.zdnet.fr/actualites/informatique/0,39040745,39151867,00.htm](http://www.zdnet.fr/actualites/informatique/0,39040745,39151867,00.htm)

4. Au Canada je dirais tant au provincial, qui a la juridiction des villes et de la langue, qu'au Fédéral, qui a la juridiction du commerce international. La même chose est probablement vraie des États-Unis, certaines compétences étant Fédérale, d'autres relevant des États; et il en va probablement de même dans plusieurs autres pays.

---

### **La loi du bâton!** Michel Handfield

17 décembre 2005

L'État québécois a imposé les conditions de travail de ses employés, la réforme du système de garderie (1) et même une forme de privatisation de l'eau, celle là en catimini dans la tourmente des négociations avec les employés du secteur public et la menace d'une loi spéciale! (2) On crie à la dictature! On se rappelle des fusions forcées; on se rappellera des coups de force du PLQ, mais cela recommencera un jour ou l'autre, car c'est le propre de notre régime parlementaire de type britannique :

*« Le peuple anglais pense être libre; il se trompe fort, il ne l'est que durant l'élection des membres du Parlement; sitôt qu'ils sont élus, il est esclave, il n'est rien. Dans les courts moments de sa liberté, l'usage qu'il en fait mérite bien qu'il la perde. »* (Rousseau, p. 129)

D'ailleurs, tant le PQ que le PLQ (3) ont déjà parlé de proportionnelle pour résoudre ce problème quand ils étaient dans l'opposition, mais ils ne l'ont jamais fait une fois au pouvoir, car ce système les sert! Il est même possible de gagner une majorité parlementaire – le Pouvoir – sans une majorité de voix, selon la répartition du vote :

*« Les élections de 1998 ont montré avec éloquence les distorsions de l'actuel mode de scrutin majoritaire uninominal à un tour. Le Parti libéral avait récolté 27 000 voix de plus que le PQ -- 43,55 % contre 42,87 % --, mais avait obtenu seulement 48 sièges, comparativement à 76 pour le PQ. L'ADQ n'avait obtenu qu'un seul siège avec 11,8 % des voix. » (Chouinard, Tommy, « Réforme du scrutin: le PQ aurait été battu en 1998 La victoire libérale aurait été très mince en 2003, selon une simulation », Le Devoir, Édition du mardi 9 mars 2004)*

La proportionnelle serait donc une solution pour éviter qu'il en soit ainsi, mais cela n'aurait pas empêché le virage conservateur du Québec depuis quelques années. Cela aurait peut être pu en empêcher les dérives les plus extrémistes cependant, comme l'ouverture vers la privatisation de l'eau sous couvert de Partenariat Public-Privé, si le gouvernement aurait été minoritaire! Mais, attention, ce conservatisme n'est pas l'apanage exclusif de Charest. Il a aussi été l'apanage du gouvernement de Lucien Bouchard (PQ), qui a aussi jonglé avec l'idée de la privatisation de l'eau. L'ADQ ne semble pas être en reste, ayant montré des filiations très fortes avec ce courant. C'est davantage une question de manière et d'écoute qui distingue nos partis, d'autant plus que le PLQ ne semble pas très doué à ce propos.

Dans une excellente étude sur la réingénierie, parue aux presses de l'Université Laval (Rouillard et al., 2004), on y souligne que le gouvernement Bouchard avait commencé à « insuffler certaines idées néolibérales au discours péquiste » et à remettre « en question l'étatisme » (p. 33), sauf que cela s'est fait avec une certaine harmonie, grâce aux sommets avec les partenaires de l'État : ses employés, le milieu communautaire, les syndicats et le patronat.

Le gouvernement Charest, qui a pris le relais d'une certaine manière, s'est par contre coupé de ces partenaires et est devenu sourd à leurs doléances, se justifiant par le mandat qu'il a reçu des électeurs! Sauf que les électeurs lisent rarement tous les programmes des partis politiques et s'ils choisissent des valeurs, ils jugent à l'usage :

*« (...) le gouvernement doit accepter de se plier à la règle du meilleur argument ou du consensus raisonné. Si la délibération évolue dans une direction contraire à ce qui a été promis par le gouvernement en campagne électorale, celui-ci doit accepter de changer d'avis. » (Rouillard et al., 2004, p. 122)*

En ce sens, le gouvernement Charest ne respecte pas le jeu démocratique. Pourtant ce parti a des racines historiques au Québec; père de la révolution tranquille! Mais la réingénierie semble en faire table rase! Ce n'est pas si surprenant que cela, car avec l'arrivée d'un nouveau chef coïncide souvent un nouveau programme : son programme, qui peut parfois faire fi de tout ce qu'on fait ses prédécesseurs : « plusieurs des décisions prises par le gouvernement

peuvent être comprises comme allant à l'encontre des valeurs du Parti libéral du Québec, telles que les avaient présentées Claude Ryan dans un petit livre publié peu de temps avant la campagne électorale de 2003 » (Rouillard et al., 2004, p. 151). On a vu le même phénomène au PQ, avec l'arrivée de Bouchard qui avait complètement « modernisé » (réécrit) le programme du Parti Québécois à l'insatisfaction des militants les plus radicaux.

Lorsque le Gouvernement Bouchard a fusionné les villes sans demander le consentement des citoyens, pour des raisons purement administratives et d'économie, en se basant sur un droit constitutionnel qui dit que les villes sont une création des provinces même si dans les faits plusieurs villes ont une histoire qui remonte bien avant la création des provinces et du Canada, il a créé de l'insatisfaction et le PQ en a payé de sa défaite à l'élection générale. C'est ce qui nous a conduit à l'arrivée du Gouvernement Charest sur la simple promesse de référendums sur les défusions municipales! Mais une fois au pouvoir il en a profité pour passer ses idées, notamment la réingénierie de l'État, sous prétexte qu'elles étaient dans son programme. Mais une étude approfondie des programmes et des lois montre que dans le cas du PLQ « on trouve bien une rubrique intitulée « *Notre programme* » sur le site web du Parti, mais cette rubrique mène à une liste de 26 documents (...), dont plusieurs ont été publiés après l'élection du 14 avril 2003 » (Rouillard et al., 2004, p. 123) d'une part et, d'autre part :

*« Chose certaine, le vocabulaire des lois et des politiques est rarement le même que celui utilisé dans les programmes des partis. Conclure que le sens d'une politique gouvernementale correspond au sens d'un engagement électoral bien précis ne va pas de soi. »* (Rouillard et al., 2004, p. 124)

Les électeurs sont donc face à la même coquille, mais non plus au même parti, ce qui fait que s'ils votent pour une tradition, ils sont déçus, et pour un programme, trahis! Ils choisissent donc l'écoute, comme nous l'avons dit plus haut. Mais l'usage montre que ce Gouvernement n'est pas à l'écoute, sauf de ses partenaires privés et des consultants. (4) L'on voit ce que ça donne!

Bref, si vous êtes surpris et croyez ne pas comprendre ce qui se passe actuellement avec le gouvernement, ne vous en faites pas, car tant les promesses que le programme sur lequel fut élu ce gouvernement ne sont pas respectés. Cela n'est pas nouveau et les citoyens le pardonnent au gouvernement lorsque celui-ci ne respecte pas ses engagements pour s'adapter aux besoins et à la situation; qu'il rejoint en cela la population, car « les électeurs ne sont que très rarement tournés vers le passé » (Rouillard et al., 2004, p. 122). Mais quand les préoccupations citoyennes échappent au Gouvernement, la société « mérite beaucoup mieux »! (Rouillard et al., 2004, p. 162)

Le désenchantement, le désabusement et le cynisme de l'électorat y trouve là son explication!

### Références :

Rouillard, Christian, Montpetit, Éric, Fortier, Isabelle, et Gagnon, Alain-G., 2004, *La réingénierie de l'État*, Québec : Presses de l'université Laval. Lien vers le descriptif de ce livre: [www.ulaval.ca/pul/catalogue/shum-edu/2-7637-8146-2.html](http://www.ulaval.ca/pul/catalogue/shum-edu/2-7637-8146-2.html)

Rousseau, Jean-Jacques, 1992 [1762], *Du contrat social*, France: Grands écrivains

### Notes :

1. Robert Dutrisac, Antoine Robitaille, « Coup de force à Québec. Le gouvernement Charest impose sa loi sur les CPE et ses conditions de travail aux quelque 500 000 employés du secteur public. », *Le Devoir*, jeudi 15 décembre 2005, p. A 1; Robert Dutrisac, « Charest défend son «sens de la responsabilité» La loi d'exception serait ruineuse pour les employés et les syndicats qui ne s'y conformeraient pas. », *Le Devoir*, vendredi 16 décembre 2005, p. A 1.

Aussi Radio-Canada/nouvelles :

<http://radio-canada.ca/nouvelles/Politique/2005/12/15/001-LOISPECIALE.shtml>

2. « *Privatisation de l'eau : Québec ouvre la porte au privé* », Radio-Canada nouvelles, vendredi 16 décembre 2005 : <http://radio-canada.ca/nouvelles/regional/modele.asp?page=/regions/Montreal/2005/12/16/002-villes-privatisees.shtml>

3. Je n'ose dire Parti Libéral du Québec, car ce parti a un chef conservateur à sa tête et il est très conservateur dans ses politiques! En fait le PLQ est la coalition fédéraliste et le PQ la coalition nationaliste, ces deux partis regroupant autant des conservateurs que des libéraux sous leur parapluie idéologique. Le PQ regroupe cependant une aile gauche socialisante plus forte et mieux organisée qu'au PLQ, qui regroupe probablement quelques électrons libres socialistes, mais sans organisation.

4. « *Le gouvernement libéral a préféré une approche tournée vers les firmes de consultants, misant ainsi sur la crédibilité des experts dont l'autorité est pourtant de plus en plus contestée par les citoyens.* » (Rouillard et al., 2004, p. 151)

---

**Des élections et de nos valeurs**

Michel Handfield

15 décembre 2005

Au parlement comme dans la société il y a un pourcentage de gens qui pensent d'abord à eux; mais comme pour la société en général ce n'est pas la majorité, même si ce sont eux qui attirent davantage l'attention. Pensons à la fascination qu'exercent les rassemblements de motards sur le peuple. Il en est de même des élus et de la politique : les honnêtes gens et les discours qui font preuve de retenue n'attirent pas l'attention et ne font pas vendre de la copie! Ceux qui respectent l'ordre des choses et s'objectent discrètement, on n'en parle pas.

Chaque parti politique est une coalition de gens qui s'entendent sur un certain nombre de valeurs pour en faire un programme qu'ils proposent ensuite à la population avec les techniques de marketing les plus récentes, de telle sorte qu'ils segmentent leurs discours pour rejoindre chaque individu «personnellement»! La question qui se pose alors en est une de valeurs. Que veut-on comme citoyens? Seul le scrutin du 23 janvier nous le dira, mais en attendant il nous faut dépasser les clips qui veulent nous faire acheter la marchandise. Voici donc un bref mot sur chacun des partis en liste, suivi d'un hyperlien vers leur site officiel pour vous aider dans votre choix :

- Les *Conservateurs*, de droite, se rapprochent trop de la vision républicaine de George W. Bush pour nous. Fortement à déconseiller. Site Internet :

[www.conservateur.ca](http://www.conservateur.ca)

- Le *Bloc Québécois*, prônant qu'il faut sortir du Canada, n'a aucun intérêt à ce que le système fédéral fonctionne, mais élu avec un gouvernement minoritaire il a un certain pouvoir d'influence. C'est un choix logique seulement et seulement si vous voulez vraiment l'indépendance du Québec. Sinon, si votre choix est de punir le Gouvernement pour des actes passés, c'est le mauvais cheval de bataille, car en cas d'élection d'un gouvernement majoritaire, il n'a plus aucun pouvoir. De plus, c'est donner une fausse indication de la popularité de l'option souverainiste qui ne peut que conduire, en cas d'élection d'un gouvernement péquiste au Québec, à un référendum rapide qui ne pourra que nous diviser encore davantage si la réponse est ambiguë. Site Internet:

[www.blocquebécois.org](http://www.blocquebécois.org)

- Les *Verts* prônent des valeurs écologiques, sauf que certains reprochent à leur chef, Jim Harris, d'être un ancien progressiste-conservateur, donc à droite, même si ça fait 17 ans qu'il est impliqué avec eux. (1) Erreur de jeunesse? Un conservateur écologiste ou un progressiste écologiste? Je ne peux le déconseiller, mais j'y mets un bémol. Site internet : <http://partivert.ca>

- Le *NPD*, prônant des valeurs socialistes dans la mouvance européenne, est une valeur sûre pour ceux qui veulent faire un vote de « punition » aux libéraux sans appuyer des valeurs conservatrices. Site internet : [www.npd.ca](http://www.npd.ca)

- Les *Libéraux*, de centre, tirant parfois à gauche, parfois à droite demeurent le seul parti national pouvant gouverner le pays avec les conservateurs. Si vous ne voulez pas un retour aux valeurs des années 50 ou un virage états-unien, c'est le seul choix possible malgré les maux associés à sa gouvernance dans le passé. Site internet : [www.liberal.ca](http://www.liberal.ca)

Il faut regarder quels projets de société les partis nous proposent avant de faire notre choix, car cette élection, déclenché sur un coup de tête de l'opposition, pose des questions très sérieuses pour l'avenir à qui prend le temps d'y réfléchir. On était loin de s'attendre à ces questions lors du déclenchement de cette élection :

- Doit-on voter pour punir un Gouvernement pour des actions passées, surtout quand les acteurs impliqués n'y sont plus, ou pour se donner un avenir?

- Est-ce qu'un Québec souverain sera capable de tenir tête à la force centrifuge des États-Unis ou sera-t-il absorbé par eux? Si nous n'en devenons pas le 51<sup>e</sup> État, serons nous obligé de nous plier à leur volonté une fois souverain? Quel en sera le prix au plan politique, social et économique? Pourra-t-on vraiment parler de souveraineté dans ces conditions?

- En cette période de mondialisation et d'hégémonisme États-uniens, le Québec devrait-il travailler avec les autres progressistes canadiens pour faire muter le Canada vers autre chose, profitant de nos racines américano-européennes et de notre multiculturalisme (2) pour jouer un rôle diplomatique plus important dans un monde en route vers la multipolarité? (3)

Enfin, cette élection risque de remettre en cause notre système parlementaire. En effet, à cause des régionalismes, on en vient à une sorte de proportionnelle par défaut : l'apparition de gouvernements minoritaires répétitifs, sauf que notre système politique, de type britannique, n'est pas fait pour gérer ce type de situation. Ceci peut entraîner des élections à répétition qui déstabiliseront le fonctionnement de l'État, sans compter les coûts sociaux, financiers et politiques qui lui seront attachés. Si nous avons un nouveau gouvernement minoritaire il faudra penser sérieusement adopter la proportionnelle. Et si nous avons un troisième gouvernement minoritaire de suite, il ne faudra plus y penser mais agir. Les électeurs sont peut être en train de forcer un changement majeur; de repenser le Canada comme une union de provinces. Dans 5, 10 ou 15 ans nous aurons peut être des changements constitutionnels y répondant. C'est à cela que devrait s'attaquer le Bloc avec d'autres réformateurs canadiens, incluant les libéraux, plutôt qu'à la souveraineté!

## Notes :

1. Presse Canadienne, « D'anciens verts reprochent à Jim Harris d'être aujourd'hui trop à droite » Le Matinternet, 11 décembre 2005: [www.matin.qc.ca/canada.php?article=20051211184939](http://www.matin.qc.ca/canada.php?article=20051211184939). Cependant, on apprend, sur le site des Verts, que « *Jim is a passionate and committed environmentalist who has been an active member of the Green Party for over 17 years* ». ([http://greenparty.ca/jimharris.html?&MMN\\_position=122:13](http://greenparty.ca/jimharris.html?&MMN_position=122:13)) Jim Harris est aussi le fondateur de « Strategic Advantage », une firme en conseils stratégiques pour les entreprises ([www.strategicadvantage.com](http://www.strategicadvantage.com)), ce qui fait jaser!

2. Attention, si notre multiculturalisme s'avère une force, cela ne signifie pas qu'il ne doit pas être réformé. Trop de fois il est opposé aux droits de la personne et de bonnes discussions devraient avoir lieu là-dessus : à savoir si les droits de la personne n'ont pas préséance sur le multiculturalisme. Quelquefois il est même problématique, comme lorsque l'on accepte un acte criminel au nom de différences culturelles ou religieuses. Mais il s'agit là de dérapages qui peuvent être corrigés. Je pense ici à un jugement qui a eu lieu il y a quelques années, où l'Honorable juge Monique Dubreuil a laissé sortir deux violeurs avec une peine à purger «dans la collectivité» vu le «contexte culturel particulier à l'égard des relations avec les femmes» chez les haïtiens et dont j'ai déjà parlé dans un texte paru dans La Presse du 28 janvier 1998 : *Le multiculturalisme à l'encontre de l'égalité?* (p. B 2) J'ai aussi trouvé un dossier de Sirma BILGE, de l'Université de Montréal, « *La 'différence culturelle' et le traitement au pénal de la violence à l'endroit des femmes minoritaires : quelques exemples canadiens* » paru dans The International Journal Of Victimology, Année 3, Numéro 3, Avril 2005, et disponible sur internet, [www.jidv.com/BILGE-S-JIDV2005\\_10.htm](http://www.jidv.com/BILGE-S-JIDV2005_10.htm), au moment d'écrire ces lignes.

3. Un monde unipolaire est un monde dirigé par une seule puissance, les Etats-Unis par exemple. Un monde bipolaire se divise entre deux puissances : les Etats-Unis et l'URSS autrefois, les Etats-Unis et la Chine demain? Un monde multipolaire voit le Pouvoir mondial réparti entre plusieurs États : les Etats-Unis, l'Europe, la Chine, l'Inde (la plus grande démocratie du monde) et le Japon par exemple. L'Afrique y sera-t-elle intégrée un jour et comment? Car si elle n'est pas un poids économique, ce qui peut toujours changer dans le cours de l'histoire, elle a un poids social et démographique, car c'est un continent de plus de 800 millions de personnes. C'est une des questions que peut soulever le Canada par exemple. Ce serait impossible advenant sa division et l'intégration de certaines de ses provinces avec les États-Unis.

Sur cette question de la multipolarité et de son importance, nous vous suggérons la lecture d'Evgueni Primakov, 2003, *Le monde après le 11 septembre et la guerre en Irak*, Paris : Presses de la renaissance.

---

## **Le point sur un projet novateur!** Michel Handfield

9 décembre 2005

Au conseil de quartier de Villeray-St-Michel-Parc-Extension (1) du 7 décembre, M. Léo Bricault, fortement impliqué dans le quartier St-Michel et promoteur du projet de camping-caravaning dans l'ex carrière Francon (2) a demandé s'il s'agit bien d'un projet de Wal-Mart qui est en vue pour ce site, car on parle de discussions avec la firme First Pro (3) et cette firme a Wal-Mart pour partenaire? Il s'est alors fait « ramasser » injustement par notre Maire d'arrondissement, Paolo V. Tamburello, qui en était à sa dernière présence au bâton, ayant perdu son poste à la dernière élection municipale, et un conseiller du quartier St-Michel, Frank Venneri. On lui a cavalièrement répondu qu'il travaille contre l'emploi dans St-Michel et qu'il est seul à monter ses chevaux de bataille, car un projet de 1000 emplois est en vue pour le site et c'est positif! Sauf que personne ne veut dire quel est ce projet. Les conseillers ont même dit ignorer cette relation entre First Pro et Wal-Mart (4), mais ils ont affirmé du même coup qu'un emploi chez Wal-Mart est mieux que pas d'emploi du tout! De toute façon les petits commerces n'ont pas à avoir peur de Wal-Mart selon eux! Bref, vaudrait mieux former nos gens pour qu'ils puissent y occuper un emploi, car les Michelois souffrent d'inemployabilité et c'est cela le véritable problème de St-Michel. (5) Pas le travail des conseillers qui cherchent à amener des emplois. M. Bricault est l'épouvantail qui nuit au travail de ces drôles de moineau que sont nos conseillers municipaux pouvait-on en comprendre!

Ce discours est très réducteur comme approche et il faut mettre les pendules à l'heure. Si les Michelois manquent de formation pour être employables, nos conseillers aussi en manquent. Alors messieurs petite leçon d'économie politique 101! Et en passant, tenant cette revue Internet à compte d'auteur, j'ai envoyé deux fois mon CV chez Maxi et Cie pour du travail à temps partiel et je n'ai même pas reçu d'accusé de réception. Manque de formation probablement, avec un bac et une maîtrise, pour travailler dans un magasin?

\*\*\*

D'abord, en ce temps de guignolée, voici une citation que nos conseillers municipaux devraient méditer. Elle est très révélatrice de la situation actuelle de l'emploi:

*« La directrice générale de Moisson Montréal, Johanne Théroux, note que le nombre d'assistés sociaux qui ont recours au dépannage alimentaire a*

*légèrement diminué depuis un an, mais que les personnes qui ont un emploi à temps complet sont de plus en plus nombreuses à le faire. » (6)*

Oui il y a plus d'emplois. Oui Wal-Mart crée des emplois. Mais la philosophie de Wal-Mart, en faisant affaire avec des producteurs à bon marché en Chine, au Pakistan et ailleurs dans le monde force les autres commerces à faire de même. Ceci force à leur tour nos industries à y transférer leur production pour répondre à ces distributeurs ou à réduire les conditions de travail de leurs employés pour répondre à cette concurrence qui vient d'ailleurs et qui n'a pas les mêmes normes à suivre que nous. On voit donc se réduire nos emplois industriels, notamment dans les secteurs du vêtement, un secteur industriel de l'arrondissement Villeray-St-Michel-Parc-Extension, des meubles et des produits de consommation en général, incluant l'électronique! C'est ainsi que des emplois syndiqués et mieux rémunérés que le salaire minimum s'en vont vers des pays en développement. Mais les emplois de remplacement que la vente offre peuvent rarement les remplacer en termes de conditions salariales, sauf en quelques rares exceptions. La pauvreté s'accroît donc, frappant maintenant les gens qui travaillent! C'est ce qu'on appelle la « Wal-martisation » du travail!

Effectivement, il est possible que ce ne soit pas un Wal-Mart qui s'y installe, car First Pro a plusieurs grands clients canadiens (7) et états-uniens (8). Ce pourrait donc être un « Power Center » avec de grandes surfaces comme « Best Buy », « Home Depot », « Toys 'R' Us » mais aucun Wal-Mart, même si c'est un de leurs clients privilégiés (9). Sauf que le commerce de détail et l'industrie est quand même victime d'une « Wal-martisation » des conditions de travail (10) qui fait que de plus en plus de gens en emploi ont recours aux banques alimentaires! Ça c'est une réalité que ne devraient pas ignorer nos élus.

De plus, le commerce de détail semble plus ou moins mature, se divisant la même clientèle locale. La Baie, par exemple, se cherche un partenaire pour une éventuelle fusion. Eaton, Pascal et combien d'autres ont disparu de notre paysage économique depuis deux décennies. On ne peut parler d'un investissement prometteur pour le quartier et la ville dans ces conditions. En fait, quel en sera l'impact pour les Centres d'achats Boulevard et Forest qui sont aux limites de notre arrondissement? Gagner des taxes et des emplois par un centre d'achat chez Francon pour en perdre ailleurs est-il un « deal » ou une illusion?

Tout projet pour ce site devrait faire l'objet de consultations publiques. et être discuté au grand jour, car c'est trop stratégique pour St-Michel. Mais seul un projet qui sort de l'ordinaire – pensons à ce qui a été fait aux shops Angus – devrait se mériter le droit d'aller sur ce site. Le camping en était un et il est toujours là s'il y a une volonté politique à le soutenir. J'avais aussi proposé, dans un éditorial, d'y faire le CHUM, car il y avait des liens à faire avec l'Université de Montréal, celle-ci étant aussi construite dans une ex-carrière (à flanc de montagne), le terrain étant assez grand pour des expansions futures et offrant un caractère particulier permettant d'en faire une vitrine en termes d'innovations

architecturales. L'endroit était aussi beaucoup plus de calme et sécuritaire qu'entre des voies ferrées ou au centre ville de Montréal, malgré les chutes à neige de l'autre côté du site, mais séparées par une barrière rocheuse. (11) Cependant, l'on semble préférer un centre d'achat. La facilité! Et quand il y aura trop de centre d'achats et que l'on sera pris avec des bâtiments vacants on recommencera le processus de trouver quoi faire avec ces monuments au manque de vision de nos politiciens qui auront préférés la facilité de la société de consommation aux défis du développement durable. Pensez-y, si l'idéologie dominante ne vous a pas déjà réduit à la pensée unique! (12)

#### Notes :

1. Voir le site de l'Arrondissement :

<http://www2.ville.montreal.qc.ca/cmsprod/fr/arr26;jsessionid=94CBF832F95564E36ECF943078E3CE8E>

2. Il est président de Camping Montréal. Nous en avons parlé dans un texte précédent, *Frilosité politique face à un projet novateur : le cas de Camping Montréal* (Societas Criticus, Vol. 7 no. 4)

3. <http://www.firstpro.com/>

4. « *Our most significant relationship is with Wal-Mart in Canada as their joint venture partner.* » ([www.firstpro.com/ustenants.html](http://www.firstpro.com/ustenants.html))

5. Quant à la question des emplois dans un commerce, les chiffres ne sont pas encourageant pour le quartier. Dans les projets de Maxi et Cie, Canadian Tire et Loblaw que nous avons eu dans l'arrondissement, à peine 5% des emplois ont été comblés par des gens des quartiers où ces établissements se sont établis malgré les discours. C'est ce que nous avons appris dans la conférence de presse de Camping Montréal du 2 novembre 2005. (*Frilosité politique face à un projet novateur : le cas de Camping Montréal*, Societas Criticus, Vol. 7 no. 4.

Quant au sujet de l'emploi proprement dit, effectivement le quartier en a cruellement besoin. Dans le portrait qu'Éric Clément faisait du quartier dans le cadre des élections montréalaises on y apprend que 49% de la population est inactive! (*Graines d'espoir dans Saint-Michel*, La Presse du samedi 29 octobre 2005, p. A 6)

6. **Fréquentation record des banques alimentaires**, Radio-Canada Nouvelles, 23 novembre 2005 :

[www.radio-canada.ca/nouvelles/National/2005/11/23/001-banques-alimentaires.shtml](http://www.radio-canada.ca/nouvelles/National/2005/11/23/001-banques-alimentaires.shtml)

7. « *Canadian Tire, Winners and Loblaws are tenants that anchor First Pro Shopping Centres. We also have a broad range of national segment leaders such as Reitman's, Danier Leather, Roots and Chapters Indigo.* »

8. The Home Depot; Linens 'N Things; Staples/Business Depot; Winners; Old Navy; Michaels; Costco; PETSMArt; Best Buy/Future Shop; Toys 'R' Us; Mikasa; Pier 1 Imports; HMV; Payless ShoeSource; Outback Steakhouse.

9. « *Our most significant relationship is with Wal-Mart in Canada as their joint venture partner. We have contributed to their rapid expansion in Canada by developing and opening over 70 stores, including their first store in Canada in Barrie, Ontario (1994).* »

10. Plusieurs reportages ont traité de Wal-Mart au cours des dernières années. Le dernier en liste est celui de Zone Libre du 2 décembre 2005, « *La face cachée de l'empire Wal-Mart* » :

<http://radio-canada.ca/actualite/v2/zonelibre/documentaires/Walmart/index.shtml>

11. *Un site novateur pour le CHUM!* (Societas Criticus, Vol. 6 no 3). Ce texte ainsi que *Frilosité politique face à un projet novateur : le cas de Camping Montréal* (Societas Criticus, Vol. 7 no. 4) sont archivés sur le site de Bibliothèque et Archives Canada : [http://epe.lac-bac.gc.ca/100/201/300/societas\\_criticus/](http://epe.lac-bac.gc.ca/100/201/300/societas_criticus/) Ils sont aussi disponibles sur nos archives en ligne pour un temps :

[www.netrover.com/~stratji/delinkanpolitik.htm#Francon](http://www.netrover.com/~stratji/delinkanpolitik.htm#Francon)

12. Kahn, Jean-François, 1995, *La pensée unique*, Fayard, col. Pluriel

---

[Index](#)

**Dossier**

**Un gouvernement Conservateur, ça veut dire quoi?**

Michel Handfield

10 janvier 2006

Les sondages sont chauds, des tuiles du plafond, laissées là, tombent sur la tête des *Libéraux* dans la campagne électorale actuelle et Stephen Harper n'a pas encore fait de gaffe majeure après la fin des débats des chefs, car c'était le dernier des quatre débats ce soir. Bref, on court la chance d'un gouvernement conservateur minoritaire au mieux, car il pourrait toujours être renversé s'il va trop à droite; majoritaire au pire, car si l'on sait ce que sont les *Libéraux* et ce que furent les *Progressistes Conservateurs*, il faut bien voir que les

*Conservateurs* actuels ont laissé tomber leur aile « progressiste »! Ils sont donc plus à droite que ce qu'ils furent par le passé. La Question se pose donc : que sont-ils?

Voici d'abord quelques uns de leurs *principes fondateurs* (1) que l'on retrouve sur leur site internet (Tout au long de ce texte, les caractères gras sont de nous) :

- La conviction qu'un gouvernement responsable doit respecter les règles d'une gestion fiscale prudente et **se limiter aux responsabilités qui ne peuvent raisonnablement être cédées par l'individu à autrui.**

- La conviction qu'il **revient aux individus de subvenir à leurs propres besoins, à ceux de leur famille et à ceux des personnes à leur charge**, tout en reconnaissant que le gouvernement doit être présent pour les citoyens qui font appel à son aide et à sa compassion.

- La conviction que le Canada, en tant que pays, de même que son gouvernement, doit avoir pour objectif, grâce à un leadership réfléchi et prudent, **de créer un climat favorable à la récompense de l'initiative individuelle, à la poursuite de l'excellence, à la sécurité et à la protection de la vie privée, et à la prospérité découlant d'une économie de libre marché concurrentielle.**

- La croyance que le meilleur potentiel pour atteindre les objectifs économiques et sociaux repose sur **un régime commercial mondial ouvert** et équitable.

A ces principes, il faut voir d'où vient Stephen Harper. Une recherche internet nous apprend qu'il a dirigé la National Citizens Coalition (NCC), dont la devise est « Plus de liberté, moins de gouvernement » (2). Mais qu'est ce que cela signifie dans la réalité? Voici des extraits de ce que nous trouvons dans leur programme (3), avec quelques commentaires (**en caractère gras**) de notre part :

- Better government means limited government, it means free markets, it means accountable politicians; it means lower taxes, and most of all it means government that truly protects our democratic and economic freedoms. **Le libre marché et moins de taxes synonymes de meilleur gouvernement? Le libre marché donne-t-il des soins aux pauvres? L'éducation gratuite pour les enfants? Certains pays ont le libre marché, pas de taxe, le travail et l'esclavage sexuel des enfants!**

- The Kyoto Accord won't stop Global Warming, and it won't make our environment cleaner. In fact, Kyoto is nothing more than a symbolic gesture. **De belles phrases pour justifier l'absence de gestes. On peut même citer la Bible si l'on veut faire plaisir à George W. Bush et justifier l'inconscience environnementale au nom de Dieu : « Soyez féconds et devenez nombreux, remplissez la terre et soumettez-la ; tenez dans la soumission les poissons**

**de la mer, et les créatures volantes des cieux, et toute créature vivante qui se meut sur la terre. » (4) Sauf que s'il a dit de les soumettre, il n'a pas dit de les détruire! Kyoto est un début; il ne faut pas le jeter au dépotoir, mais le dépasser.**

- The CBC costs taxpayers about \$1 billion a year, yet its audience share continues to dwindle. Are taxpayers getting their money's worth? In this age of the Internet and cable TV and a thousand channel universe do we really need a government-run network? The answer to both questions is no. Maybe the government should get out of the broadcast business. Sell off the CBC to the public and to its employees. Privatize the CBC. **Pourquoi ne pas plutôt cesser de subventionner les postes privés? Radio-Canada n'offre peut être pas toujours une télé de qualité égale, mais ils osent et c'est ce que j'attends de ma télé publique. J'aimerais même qu'on les rassure sur leur financement et que RDI et Artv soient aussi sur les ondes publiques, vu que ces chaînes sont financées avec nos taxes. Ce n'est pas qu'on coupe Radio-Canada que je veux, c'est qu'on les finance pour qu'ils répondent aux critères d'une grande télé publique comme ils le font à la radio sans se soucier de ce que sera leur budget dans 6 mois ou dans un an. En échange ils pourraient laisser la publicité traditionnelle aux postes privés, car eux ne recevraient plus de financement public.**

- The right to own private property is the corner-stone of any truly free society. Indeed, it's the foundation of the free-enterprise system. Yet this crucially important right was not included among the democratic freedoms entrenched in our Charter of Rights and Freedoms. Enshrine property rights in the Constitution. Entrench Private Property Rights. **Qu'arrivera-t-il à notre eau si la propriété privée devient la base de notre système? Le tout à la collectivité, comme dans le communisme, est un extrême avec lequel je ne suis pas d'accord, car il ignore l'individu et étouffe sa créativité. Mais le culte du privé et de l'individualisme n'est pas mieux, car ce qui n'est pas commercialement viable est laissé pour compte. Pensons à la recherche fondamentale qui est délaissée pour des projets répondant à des impératifs de marché et à court terme, mais qui est pourtant si importante pour assurer l'avenir! En passant, les discussions démocratiques ne sont pas commercialement viables non plus! Est-ce pour cela que le marché veut remplacer la démocratie et que même à gauche on dit « acheter c'est voter »? (5)**

-The CRTC is supposed to safeguard the public, but denying freedom of speech is not in the public interest. Why should a group of bureaucrats have the power to determine what Canadians can or cannot watch on TV or listen to on radio? The CRTC should not have the power to censor Canadian airwaves. End CRTC Censorship. **La liberté d'expression ne signifie pas que l'on doit cesser de contrôler ce qui est dit sur les ondes, car si la liberté d'expression n'a pas de limite, est-ce à dire que le crime de parole est moindre que celui avec une arme? Les mots sont parfois une arme qui peut détruire des**

**réputations et des gens; les conduire à la dépression ou au suicide. Des révolutions sont parties de tracts! Des lynchages aussi! Liberté d'expression et de diffusion ne doivent pas être confondues. Une conversation privée et une conversation sur les ondes publiques, ce n'est pas la même chose.**

**Ceci soulève, à un autre niveau, une question beaucoup plus grave. Une question de droit : Est-ce que celui qui donne l'ordre de commettre un crime ou de tuer est aussi coupable que celui qui pose le geste? Le chef de gang qui donne le contrat sur quelqu'un est-il moins coupable que celui qui pose le geste, car il n'a pas tenu l'arme, il a juste exprimé un « désir »? Pourrait-il plaider sa liberté d'expression et dire que le commettant n'avait qu'à ne pas suivre l'ordre; que ce n'était que l'expression d'une idée protégée par sa liberté d'expression ? Qu'il ne l'aurait jamais fait lui-même! Un fantasma passager! Si d'exprimer un ordre est distinct de commettre le geste, alors toutes libertés d'expression a sa place sur les ondes, même les propos haineux qui peuvent conduire des gens à commettre des gestes illicites et criminels envers d'autres, car ils avaient juste à ne pas passer à l'acte. Celui qui a tenu de tels propos en onde n'a fait qu'exprimer une fantaisie et ne peut être tenu coupable d'incitation à la violence ou à la haine. C'était une fantaisie derrière un micro; un show. Il est même la victime d'un système de contrôle, le CRTC, qui l'empêche d'exprimer ses fantaisies et ses fantasmes en onde.**

**Mais, par contre, si vous croyez que d'exprimer l'ordre de tuer un rival est criminel, alors la liberté d'expression doit être contrôlée pour en surveiller les dérapages, tels le harcèlement et l'incitation au crime haineux, malgré la liberté d'expression, surtout sur les ondes publiques. Naturellement, le ton et le contexte doivent être considérés. Il y a une différence entre une boutade comme « je pendrais tous les partisans de la peine de mort, car je suis contre la peine de mort » et « j'invite tous les auditeurs qui ont des couilles à aller saccager la vitrine de ce commerce de sexe qui est une honte pour les honnêtes citoyens qui se respectent. Je prendrai même le premier appel qui me décrira la scène, car si le gouvernement ne fait rien, nous on va la nettoyer la place. C'est notre droit et on va leur montrer! » Si le commerce en question se fait effectivement saccager, je ne vois pas pourquoi l'animateur radio qui aurait incité à un tel geste pourrait se cacher derrière sa liberté d'expression, ni pourquoi le CRTC ne pourrait pas contrôler ce type d'animateur et d'émission sur les ondes, car les ondes sont publiques comme la route. Dites que vous faisiez du 180 km/h avec votre moto pour exprimer votre joie de voir poindre le printemps au juge et que de vous avoir arrêté pour vitesse excessive c'était une atteinte à votre liberté d'expression juste pour voir sa réaction!**

**- In Canada we are supposed to protect the rights of minorities. Yet in Quebec, draconian language laws deny that province's English speaking population the**

right to free speech. In Canada everyone should have the right to educate their children in English language schools and post signs in either official language. Restore the language rights of English-speaking Quebecers. **Bilingue? Le droit des minorités? Où est la section française de ce site?**

Un avant gout de ce que serait un gouvernement Harper?

\*\*\*

A un autre niveau, si les conservateurs ont pour objectif la privatisation des entreprises d'État, car un gouvernement responsable doit « se limiter aux responsabilités qui ne peuvent raisonnablement être cédées par l'individu à autrui » (1), on peut effectivement s'attendre à la privatisation de plusieurs services publics, dont Radio-Canada et les Postes Canadiennes. D'ailleurs Radio-Canada est souvent dans la mire d'entreprises privées de télévision, subventionnées, qui se plaignent de sa concurrence dès qu'elle a des émissions à succès, comme si le succès ne devait être que l'affaire des chaînes privées; les affaires plates à Radio-Canada pour donner un prétexte supplémentaire à sa fermeture, car elle n'aurait plus d'auditoire justificatif!

Mais si Radio-Canada est menacé par les conservateurs, la poste l'est bien davantage. Si rien n'est écrit textuellement sur ce sujet, il faut bien voir que « *Le parti [Conservateur] a toutefois une politique en matière de développement industriel selon laquelle : « Un gouvernement conservateur privatiserait les sociétés d'État qui sont en concurrence directe avec les services comparables d'entreprises privées existantes. »* (Source : Parti conservateur du Canada, Énoncé de politique, le 19 mars 2005) (6)

La privatisation des postes est aussi à l'ordre du jour, au nom de la compétitivité, ailleurs dans le monde. Même la traditionnelle Angleterre a permis la compétition dans cette chasse gardée de la couronne depuis 350 ans, ce sous un gouvernement de « gauche » (labour) en plus!

« Accompanying the broken resolutions and hangovers of New Year's Day will be the end of a 350-year monopoly and the opening of Britain's mail market to competition. » (7)

On ne peut donc pas croire le Canada à l'abri d'une privatisation, en tout ou en partie, de son service postal, surtout avec un gouvernement conservateur, qui, comme on l'a vu plus haut, a « *la conviction que le Canada, en tant que pays, de même que son gouvernement, doit avoir pour objectif (...) la prospérité découlant d'une économie de libre marché concurrentielle* » (1). D'ailleurs les postes sont déjà sous l'œil de l'ALENA nous rappelait *le Devoir* il n'y a pas longtemps encore :

« UPS, un des géants du secteur des messageries en Amérique du Nord, se sert du chapitre 11 de l'ALENA pour exiger du gouvernement canadien des dommages-intérêts de 185 millions de dollars.

UPS affirme que ses investissements sont restreints par le réseau public de boîtes aux lettres et de bureaux de poste du Canada qui accorde au service postal public un avantage indu en matière de livraison de colis, de livraison par express et de messageries qui sont en concurrence avec les services fournis par des entreprises de messageries privées. » (8)

Il ne faudrait pas oublier que les Conservateurs de Stephen Harper sont fortement alignés sur les politiques conservatrices États-uniennes de George W. Bush lorsque nous irons voter, car si nous envoyons un gouvernement conservateur majoritaire à Ottawa, où nous croyons élire un gouvernement minoritaire, il se sentira pleinement justifié d'appliquer ses politiques, même celles non écrites! (9) Le Bloc, qui dit défendre le Québec, ne pourra rien faire d'autre que parler pour parler! Il aura beau s'objecter, il n'aura aucun pouvoir.

Croyez bien que ce n'est surtout pas ce que je nous souhaite, mais cette possibilité existe. Si pour Duceppe un gouvernement conservateur ou un gouvernement libéral c'est du pareil au même (10), tel n'est pas le cas pour moi. Si punir les Libéraux signifie de se punir davantage, c'est de l'autoflagellation et je ne peux embarquer là dedans.

\*\*\*

Je sais, vous allez me dire, mais les scandales? Je laisse cela à la police et à la justice. Que les coupables soient poursuivis et qu'ils perdent leur siège et leur droit de se représenter s'ils sont condamnés. Mais croire que les abus viennent du Gouvernement et que moins de gouvernement signifierait moins d'abus c'est faux. Où il y a de l'argent, il y a des vautours. Le marché n'est pas davantage « clean » : la corruption existe aussi dans le privé et à la bourse. Pensons au scandale d'Enron aux Etats-Unis ou à l'affaire Norbourg au Québec. Le mouvement souverainiste n'est pas non plus à l'abri. Lorsqu'il fut au pouvoir au Québec, le PQ a aussi connu ses scandales, mais ça le Bloc n'en parle pas :

« Rappelons que l'affaire Oxygène 9 a mis le gouvernement dans l'embarras lorsque les médias ont révélé les liens qui existaient entre certains membres du gouvernement et les associés de la firme de lobbyistes Oxygène 9. **Les avantages que ces derniers auraient pu retirer de ces liens ont provoqué la démission du ministre de l'Industrie. Les services d'Oxygène 9 étaient utilisés par plusieurs entreprises désireuses de négocier avec le gouvernement québécois afin d'obtenir des subventions.** » (11)

Si vous croyez qu'en changeant de parti vous allez changer la politique comme par enchantement, je vous inviterai à lire Le Prince de Machiavel. Ce fut écrit en 1532 et c'est encore actuel, car si la technique a évolué, l'Homme est resté ce qu'il était. Et c'est l'Homme qui fait de la politique! Rappelez vous en au moment de faire votre choix dans l'isoloir.

**Notes :**

1. [www.conservative.ca/FR/1141/](http://www.conservative.ca/FR/1141/)

2. David Orchard, « La fin d'un rêve : pourquoi je ne voterai pas conservateur » (traduit de l'anglais par Monique Perrin d'Arloz), Globe and Mail édition internet, 14 juin 2004 :  
[www.davidorchard.com/online/fr/articles-2004-fr/wontvoteconservative-full-orchard-20040614-fr.html](http://www.davidorchard.com/online/fr/articles-2004-fr/wontvoteconservative-full-orchard-20040614-fr.html)

Voir aussi le site de la « *National Citizens Coalition* » : <http://morefreedom.org/>

3. [http://morefreedom.org/doc\\_bin/agenda\\_canada.pdf](http://morefreedom.org/doc_bin/agenda_canada.pdf)

4. Bible: Les Saintes Écritures — Traduction du monde nouveau, Genèse 1:1-31 : [www.watchtower.org/languages/francais/bible/ge/chapter\\_001.htm](http://www.watchtower.org/languages/francais/bible/ge/chapter_001.htm)

5. Un clin d'œil au livre « *Acheter, c'est voter* » de Laure Waridel : [www.equiterre.org/organisme/Laure-Waridel.html](http://www.equiterre.org/organisme/Laure-Waridel.html). Mais je ne la soupçonne pas d'être antidémocratique. Loin de là. Cependant, une certaine gauche, ou plus exactement certains pays de « gauche », comme la Chine communiste, s'ouvrent au commerce mondial, mais sont encore fermés aux droits démocratiques et à la liberté telle que nous la concevons. Il est toujours important de le souligner.

6. Texte pris sur le site du *Syndicat des travailleurs et des travailleuses des postes* : [www.sttp.ca/pages/document\\_fra.php?Doc\\_ID=1061](http://www.sttp.ca/pages/document_fra.php?Doc_ID=1061)

7. « Royal Mail. Stand and deliver », from The Economist print edition, Dec 20th 2005:  
[www.economist.com/World/europe/displayStory.cfm?story\\_id=5328407&no\\_nar=1](http://www.economist.com/World/europe/displayStory.cfm?story_id=5328407&no_nar=1)

8. Presse Canadienne, « *Postes Canada sous l'oeil de l'ALENA* », Le Devoir, Édition du mardi 13 décembre 2005, p. B 3 :  
[www.ledevoir.com/2005/12/13/97553.html](http://www.ledevoir.com/2005/12/13/97553.html)

9. Concernant ce point, les politiques non écrites, ce que certains appellent l'agenda caché, il pourra toujours dire qu'il n'a rien caché, qu'il a toujours soutenu ces idées depuis qu'il est sur la scène publique, à la *National Citizens*

*Coalition* par exemple, et qu'elles étaient connues même si l'enjeu électoral aura porté sur tout autre chose. C'est notamment ce qu'a fait Jean Charest au Québec, un ancien conservateur d'ailleurs, qui est arrivé au Gouvernement sur la simple promesse de tenir des référendums sur les défusions municipales! Mais une fois au pouvoir il en a profité pour passer ses idées, notamment la réingénierie de l'État et les Partenariats Public-Privée, sous prétexte qu'elles étaient dans son programme. Mais une étude approfondie des programmes et des lois montre pourtant que dans le cas du PLQ « on trouve bien une rubrique intitulée « *Notre programme* » sur le site web du Parti, mais cette rubrique mène à une liste de 26 documents (...), dont plusieurs ont été publiés après l'élection du 14 avril 2003 » (Rouillard, Christian, Montpetit, Éric, Fortier, Isabelle, et Gagnon, Alain-G., 2004, *La réingénierie de l'État*, Québec : Presses de l'université, p. 123) d'une part et que, d'autre part « *Chose certaine, le vocabulaire des lois et des politiques est rarement le même que celui utilisé dans les programmes des partis. Conclure que le sens d'une politique gouvernementale correspond au sens d'un engagement électoral bien précis ne va pas de soi.* » (Ibid., p. 124) Cela est vrai pour le Gouvernement Charest, mais aussi pour tous les autres gouvernements : ils appliquent tous certaines politiques qui n'étaient écrites nulle part dans leur programme et c'est pour cela qu'il faut aussi voir les idées défendues par les politiciens au cours de leur carrière, même précédant leur entrée en politique, lorsqu'elles sont disponibles quelque part, car elles révèlent souvent certaines de leurs valeurs. Ne se fier qu'au « spots » des nouvelles peut être trompeur, car leurs lignes ont toutes été pensées par une équipe de marketing qui les entoure. C'est de la pub! La démocratie demande plus de vigilance du citoyen. La politique, elle, n'en demande pas tant du client, mais il n'y a pas de politique d'échange ou de remboursement une fois le Gouvernement élu! Rappelez-vous-en!

10. Presse Canadienne, « *Rouge ou bleu, pour Duceppe, c'est du pareil au même* », Le Devoir, Édition du vendredi 6 janvier 2006, p. A 3 : [www.ledevoir.com/2006/01/06/99055.html](http://www.ledevoir.com/2006/01/06/99055.html)

11. Hélène Renaud, directrice du Centre des collections muséales de Montréal et diplômée de l'ENAP (DESS en administration publique), « L'activité de lobbying est-elle une menace pour la démocratie? », in Sources, ENAP, Vol. 18, no. 1, janvier-février 2003, p. 9 [www.enap.quebec.ca/documents-pdf/sources/sourcesV18n1.pdf](http://www.enap.quebec.ca/documents-pdf/sources/sourcesV18n1.pdf)

---

[Index](#)

**Le Journal/Fil de presse**

**Rencontre ministérielle de l'OMC**  
**Des enjeux cruciaux pour les pays du Sud**  
**Communiqué de presse de l'AQOCI**

[www.aqoci.qc.ca/](http://www.aqoci.qc.ca/)

**Montréal, le 8 décembre 2005**

À l'occasion de la troisième Journée mondiale du bandeau blanc, qui se tiendra le samedi 10 décembre prochain dans plus de 70 pays, la coalition **Un monde sans pauvreté : Agissons!** demande au gouvernement canadien de faire pression sur l'Organisation mondiale du commerce (OMC) dans le but d'éradiquer la pauvreté. À la veille de la conférence ministérielle de l'OMC, qui se tiendra du 13 au 18 décembre prochain, la coalition québécoise tient à rappeler l'importance des enjeux du commerce international pour la majorité de la population mondiale qui vit dans la pauvreté. Les 148 pays membres de l'OMC se réuniront à Hong Kong pour poursuivre le processus de négociations sur le commerce des produits agricoles et les services, entre autres. Alors que 50 000 personnes meurent chaque jour de causes liées à la pauvreté, les règles du commerce mondial doivent absolument être réformées pour mettre fin à cette violation des droits fondamentaux à l'échelle planétaire.

Alors que la ronde de Doha, lancée en 2001, devait répondre aux besoins de développement des pays pauvres, ceux-ci ne font plus partie des priorités dans les négociations de l'OMC. La coalition québécoise *Un monde sans pauvreté : Agissons!* tient à rappeler aux dirigeants que l'éradication de la pauvreté passe par des règles de commerce et d'investissement justes et équitables. En ce sens, le gouvernement canadien doit exercer un leadership au niveau international lors de son passage à Hong Kong.

Au Québec, plus de 60 000 personnes ont envoyé une carte postale au premier ministre du Canada, appuyant ainsi les revendications de la campagne Un monde sans pauvreté : Agissons ! A travers le monde, plus de 30 millions de personnes se sont mobilisées pour l'Action mondiale contre la pauvreté en 2005 – que ce soit en signant une pétition, en participant à une mobilisation ou en portant un bandeau blanc. Pour la troisième Journée mondiale du bandeau blanc, la population est invitée à porter un bracelet blanc et à signer la pétition sur le site [www.unmondesanspauvrete.org](http://www.unmondesanspauvrete.org)

La campagne québécoise Un monde sans pauvreté : Agissons! regroupe une soixantaine d'organismes de la société civile coordonnée par l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI). Elle demande des changements d'orientation urgents et des mesures concertées: l'amélioration substantielle de l'aide internationale, l'annulation de la dette des pays pauvres, des règles commerciales justes et équitables et la couverture des besoins dans les protections sociales.

---

###

## Index

### **Commentaires livresques : Sous la jaquette!**

#### **Et de deux autres!**

#### ***La société de la peur et L'Ombudsman de Radio-Canada!***

7 janvier 2006

Si mes lecteurs se demandent ce que j'ai fait dans la période des fêtes : j'ai lu pour vous. Sur ce voici deux autres livres qui m'ont intéressé.

**Lambert, Christophe, 2005, *La société de la peur*, Paris : Plon, 198 p.**

#### **Mes Commentaires (Michel Handfield)**

Ce livre, qui dit s'adresser à « la France malade de ses peurs » (arrière de couverture) couvre beaucoup plus large, car j'y ai reconnu le Québec et le Canada à sa lecture. En fait, le mal français est le mal de notre temps : l'incertitude dans un monde qui perd ses repères!

Je pourrais écrire en long et en large sur ce livre, tellement il m'a intéressé, car il fait un diagnostic lucide de nos sociétés avancées et du monde dans lequel nous vivons; il pose aussi des pistes pour l'avenir. A défaut de m'étendre en long et en large sur ce livre, voici quelques citations prises au hasard des pages :

« La peur de l'autre est en contradiction avec la pensée universaliste que développent nos sociétés occidentales depuis les débuts du christianisme. » (p. 59)

« Devenues folles, les banques prêtent à tous ceux qui savent leur demander de l'argent dans la langue de la nouvelle économie. Folie de cette époque, le label du meilleur gestionnaire était attribué aux managers qui « savaient » accumuler des pertes abyssales. » (p. 37)

« Chacun veut aujourd'hui « se réaliser », et cette réalisation passe non plus par l'accomplissement de l'humanité mais par la réalisation de ses propres ambitions. » (p. 101)

« Cette liberté a un prix, celui de l'isolement. » (p. 62)

« (...) la société se réorganise autour du travail. L'assistance n'est plus acceptée comme un état de fait, et certains proposent même de réserver les prestations sociales à ceux qui ont une occupation. Si on ne peut pas être tenu responsable d'être sans emploi durant une période de sa vie, il est toujours possible à travers une occupation même non rémunérée d'être utile à la société. Réserver une part importante de l'effort de solidarité à celui ou celle qui a sa part d'utilité est une idée qui progresse dans la société des morales. » (p. 183)

Ce sont là autant d'indices de la lucidité et de l'intérêt de ce livre tant pour le citoyen, l'étudiant que le professionnel. Pour tous les lecteurs qui s'intéressent au monde – souvent bougeant – dans lequel on vit. Un livre où toute personne intellectuellement curieuse y trouvera de quoi se satisfaire!

### **Arrière de couverture**

La France est malade de ses peurs. Elle a les nerfs à vif. C'est cette peur qui domine nos comportements individuels et collectifs, qui conditionne notre avenir. Comment en est-on arrivé là? Comment a-t-on basculé en si peu de temps d'une société de l'espoir à une société de la peur? Quelles sont-elles, ces peurs? Quand sont-elles nées? Pourquoi se sont-elles développées?

Les Français sont à un tournant de leur histoire. Il est urgent pour eux de se débarrasser de cette dépression généralisée et de sortir de l'impasse où elle les a menés. Par quels moyens?

Historique et prospectif, ce livre tente de faire comprendre l'état actuel de la société française et d'anticiper sur ce qu'elle va devenir, ou ce qu'elle est déjà devenue et qu'on ne perçoit pas encore.

Avec lucidité et dynamisme, Christophe Lambert nous emmène au cœur de la société de la peur et nous éclaire sur le chemin qui nous en sortira

Président de Publicis en France ([www.publicis.fr](http://www.publicis.fr)), Christophe Lambert, 40 ans, conseille certaines des plus grandes marques mondiales, ce qui fait de lui un observateur privilégié de la société française et de son évolution.

---

**Bernier, Marc-François, 2005, *L'Ombudsman de Radio-Canada. Protecteur du public ou des journalistes ?*, Presses de l'Université Laval, Collection Éthique et philosophie de la communication, 264 p., ISBN : 2-7637-8212-4, [www.ulaval.ca/pul/](http://www.ulaval.ca/pul/)**

**Mes Commentaires (Michel Handfield)**

« Le concept d'ombudsman vient du parlement de la Suède qui a décidé, en 1809, de créer un poste de protecteur du citoyen qui serait en quelque sorte le gardien de l'équité des décisions administratives du gouvernement (Sanders, 1997, 2). Ce concept a été transposé pour conduire à la création de postes de représentants des lecteurs de la presse écrite ou de représentants de l'auditoire de la presse électronique. » (p. 1)

D'abord ce livre nous présente ce qu'est un ombudsman et les débats autour de son utilité, car si pour certains c'est un représentant du public, une forme de protection du citoyen, pour d'autres c'est un agent de relations publiques qui tempore les choses. Certains médias y préfèrent une tribune libre ou un courrier des lecteurs, moins coûteux. Soulignons que les ombudsmen sont peu nombreux. L'Organization of News Ombudsmen ne compte que 3 membres au Canada selon leur site internet, l'un au *Toronto Star*, les deux autres à la *Société Radio-Canada* (SRC) et à la *Canadian Broadcasting Corp.* (CBC), son pendant anglophone!

Ensuite, l'auteur fait l'analyse – tant statistique que de contenu - des rapports de l'ombudsman de Radio-Canada concernant les plaintes reçues au sujet de l'information qui y est diffusée, que ce soit dans les bulletins de nouvelles ou les émissions d'affaires publiques, telle *la facture* par exemple. Ces plaintes sont majoritairement le fait de gens qui n'y sont pas directement impliqués ou mis en cause (63%), mais qui ont un intérêt pour cette information. (p. 72) Que ces plaintes soient fondées ou non, cela montre un intérêt des auditeurs pour l'information diffusée. Ils la questionnent et lui répondent si l'on peut dire!

Enfin, l'auteur se penche sur des cas et les décisions rendues par l'ombudsman, ce qui est fort intéressant même pour le non spécialiste que je suis, d'autant plus que j'écoute beaucoup l'information à la SRC. Naturellement des questions se posent sur le travail de l'ombudsman, ce dernier penchant souvent pour « sa » boîte. Quelques unes de ces décisions ont d'ailleurs été renversées par les cours de justice ou le Conseil de Presse du Québec, ce qui donne un bilan mitigé de son travail. Mais mieux vaut avoir un ombudsman que de ne pas en avoir du tout, car pour quelques décisions inappropriées et plusieurs autres que l'on pourrait qualifier de moyennes, combien de dérapages ont ainsi été évités, comparé à certains postes de radio privée du Québec qui n'ont pas un tel mécanisme de contrôle et de relation avec l'auditoire?

Ce livre intéressera le fidèle de Radio-Canada, les spécialistes et les étudiants qui s'intéressent aux médias : communication, sociologie des médias, droit, éthique et protection des citoyens.

## Références

Bernier, Marc-Francois (Department of Communication, University of Ottawa), « L'ombudsman française de la Société Radio-Canada : un modèle d'imputabilité de l'information », in Canadian Journal of Communication, Vol. 28, No. 3 (2003) : [www.cjc-online.ca/viewarticle.php?id=798&layout=html](http://www.cjc-online.ca/viewarticle.php?id=798&layout=html)

Sanders,, Craig, « PUBLIC INFORMATION AND PUBLIC DIALOGUES: AN ANALYSIS OF THE PUBLIC RELATIONS BEHAVIOR OF NEWSPAPER OMBUDSMEN », communication faite devant l'Association for Education in Journalism and Mass Communication, 1997, document électronique: <http://list.msu.edu/cgi-bin/wa?A2=ind9709D&L=aejmc&P=R25808>

## **Hyperliens**

Conseil de Presse du Québec : [www.conseildepresse.qc.ca/](http://www.conseildepresse.qc.ca/)

Ombudsman de la SRC : <http://radio-canada.ca/ombudsman/index.shtml>

Organization of News Ombudsmen : [www.newsombudsmen.org/](http://www.newsombudsmen.org/)

## **Arrière de couverture**

Chaque année, des milliers de personnes, essentiellement des Québécois, critiquent l'information que diffusent les journalistes de la Société Radio-Canada (SRC). Pour la minorité de plaignants qui décident d'aller jusqu'au bout, il existe un mécanisme d'imputabilité journalistique unique auquel ils peuvent soumettre leurs griefs en espérant trouver un arbitre impartial, rigoureux et équitable qui écoutera leurs doléances et portera un jugement au-dessus de tout soupçon. Il s'agit de l'ombudsman de la SRC. Malheureusement, il semble que cette fonction essentielle ne soit pas toujours à la hauteur des attentes légitimes des plaignants. Une analyse inédite des décisions rendues par ceux qui ont assumé successivement cette fonction révèle notamment que l'ombudsman possède une marge d'interprétation très large qui favorise généralement les journalistes plutôt que les plaignants.

Journaliste pendant près de vingt ans, spécialiste de l'éthique et de la déontologie du journalisme, l'auteur est professeur de journalisme et de communication à l'Université d'Ottawa. Il est membre de la Commission canadienne de l'UNESCO (Culture, communication et information) et expert en journalisme devant les tribunaux civils du Québec.

---

## **Quelques lectures**

30 décembre 2005

Cette année nous avons pris un peu de retard dans nos lectures, car avec trois festival de cinéma cet automne, ce fut davantage une saison ciné chaude! Cependant, avec la période des fêtes, c'est le calme pour nous de ce côté. Nous en avons donc profité pour combler ce retard. Voici donc quelques commentaires sur des titres reçus.

Michel Handfield

**ABITBOL, Michel, 2005, *Les amnésiques - Juifs et Arabes à l'ombre du conflit du Proche-Orient*, France : Perrin, 408 p, ISBN : 2-262-01967-3 - [www.editions-perrin.fr/](http://www.editions-perrin.fr/)**

Nous sommes ici en présence d'un livre ultra documenté pour qui s'intéresse au conflit du Proche-Orient, mais aussi à ses acteurs, car les relations entre les juifs et les arabes, notamment les musulmans, n'ont pas toujours été aussi conflictuelles. Historiquement même le conflit était davantage avec les chrétiens qu'entre ces deux groupes qui vivaient une paix relative : « Cette symbiose judéo-musulmane était d'autant plus possible que sur le plan historique au moins, le judaïsme s'était plutôt mieux entendu avec l'islam qu'avec le christianisme » (p. 51).

En fait, ce n'est que très récemment dans l'histoire de l'humanité que ce conflit s'est envenimé et s'est étendu à l'ensemble des juifs et des musulmans, car auparavant il y avait certaines poches de tension entre des juifs et des musulmans, mais aussi de la cordialité et de l'amitié ailleurs. Des communautés vivaient ensemble Mais différents facteurs - les mythes antisémites venus d'Europe; la montée des nationalismes juif et arabe, au tournant du XXe siècle; les alliances européennes de la première guerre mondiale; et les accords de Balfour (1917) qui ont conduit à faire un pays juifs en terre de Palestine - ont fait naître des tensions et les ont exacerbé. Le tout a finalement culminé au conflit que l'on connaît aujourd'hui, avec les arabes/musulmans d'un côté, les juifs de l'autre, le tout bien scellé par la guerre des 6 jours (1967).

On a alors vu la montée des idéologies « islamiste » du côté arabe et « sioniste » du côté juif, qui ont effacées toutes les distinctions au sein même de ces groupes, car tous les juifs ne sont pas « sionistes » par exemple, ni les musulmans « islamistes ». Sauf qu'avec cette montée idéologique, les nuances se sont effacées : tous les juifs, sionistes comme antisionistes devenaient les juifs en opposition aux arabes/musulmans et le conflit s'est étendue aux communautés juives et musulmanes à travers le monde, incluant leurs alliés occidentaux. On en est là aujourd'hui. Que faut-il faire pour désamorcer ce conflit? Paix aux hommes de bonne volonté et vivement l'ouverture d'un dialogue sans distorsion idéologique et religieuse entre eux. Un dialogue humaniste. C'est la chance que je leur souhaite; que je NOUS souhaite comme humanité!

Naturellement, comme pour tous sujets conflictuels, une mise en garde s'impose. Ce livre est fort bien documenté et crédible, mais, si le sujet vous intéresse, il est à lire avec d'autres sources, notamment les points de vue arabe, musulman et chrétien, sur le sujet. Une librairie universitaire ou un libraire d'expérience dans les questions internationales serait à consulter pour ne pas choisir de la littérature davantage idéologique que sérieuse sur un sujet aussi pointu et sensible que celui là.

### **Arrière de couverture :**

Ce livre ne raconte pas l'histoire mouvementée du Proche-Orient depuis 40 ans. Il analyse ce qui en est le coeur : l'aliénation mutuelle entre Juifs et Arabes. Il en explique les retombées à la fois tragiques, politiques, sociales et culturelles. Il montre comment la disparition des codes de communication qui avaient permis un minimum de compréhension entre Juifs et Arabes, même aux pires moments de leur histoire, a laissé place aux fantasmes les plus débridés d'un côté comme de l'autre.

C'est pourquoi il convient de partir de la guerre des Six Jours, intervenue au moment où sionisme et nationalisme arabe montraient leurs premiers signes d'essoufflement idéologique. D'un côté, les pertes territoriales et la débâcle des régimes laïcs, nés de la décolonisation, ont précipité un fort sentiment de déclin, accru par la défaite économique des discours fondés sur un développement rapide et équitable. De l'autre, le "rétablissement" d'Israël dans ses frontières "bibliques" a pris un caractère miraculeux, renforcé par les défaites des peuples musulmans et par de nouvelles influences venues des immigrants du Maghreb puis de Russie, mais contrarié aussi par l'impossibilité d'un règlement définitif de la question.

Les frustrations et les ressentiments ont propulsé des militants d'un type nouveau qui ont relu et bricolé les textes sacrés à la lumière de l'actualité pour y chercher des solutions.

Le résultat est devant nos yeux : les rapports entre État, modernité et religions, jamais réglés, ont dégénéré en un abcès planétaire.

\*\*\*

Reçu le 11 mai 2005 : Marie-France Labrecque, *Être Maya et travailler dans une maquiladora. État, identité, genre et génération au Yucatan, Mexique*, PUL, Collection Mondes autochtones (ISBN 2-7637-8196-9), 25 \$

On y redécouvre la manufacture et la division du travail dans les témoignages de travailleurs et d'ex-travailleurs des « maquiladoras ». Les temps

n'ont pas tant changé que cela par rapports aux descriptions de Simone Weil ou de George Friedman (1) quand on lit ce livre; sauf que ce sont les productions qui ont quittés les pays occidentaux pour trouver une main-d'œuvre bon marché plus au Sud, à environs 3 \$ US par jour (p. 77). Et même là, dès que les conditions s'améliorent, la tentation est forte d'aller où les coûts sont encore plus bas, comme dans les « maquiladoras » de la République dominicaine ou du Honduras (p. 149). C'est le propre du capitalisme de réduire ses coûts de production, et avec la mondialisation cela ne se fait plus que par l'organisation du travail, mais aussi par l'exploitation des différences économiques entre les pays!

Un livre pour qui s'intéresse à l'anthropologie, la sociologie du travail et la mondialisation, car ce livre traite des mayas et des changements culturels qu'impose l'implantation de manufactures étrangères dans cette zone du Mexique, le tout dans le cadre de la mondialisation.

### **Arrière de couverture :**

L'État du Yucatan au Mexique est connu entre autres pour ses nombreux sites archéologiques, silencieux témoins de la gloire passée des Mayas. Il y a pourtant un envers du décor qui constitue le quotidien des populations indigènes contemporaines. Le Yucatan est en effet l'un des États les plus pauvres du Mexique. Pour remédier à cette situation alarmante, les gouvernements ont misé sur l'installation de maquiladoras de confection, notamment à la campagne, en même temps qu'ils ont formulé des programmes de soutien à une agriculture pratiquement en faillite.

Tout en faisant le lien avec des processus propres à la mondialisation, l'auteure montre comment ces mesures se sont appuyées, sur le plan local, sur une combinaison particulière de facteurs relevant de l'identité ethnique, du genre et des rapports entre les générations.

### **Note :**

1. FRIEDMANN, Georges, 1963, 1970, Où va le travail humain?, France: Gallimard, coll. Idée; FRIEDMANN, Georges, 1964, Le travail en miettes, France: Gallimard, coll. Idées; Weil, Simone, 1969, La condition ouvrière, [textes écrits entre 1934 et 1942], France: Gallimard, coll. Idées.

\*\*\*

Reçu le 11 mai 2005 : Guy Lachapelle, 2005, ***Claude Ryan et la violence du pouvoir. Le Devoir et la Crise d'octobre 1970 ou le combat de journalistes démocrates***, PUL, Collection Prisme (ISBN 2-7637-8213-2), 25 \$

La crise d'octobre 1970, j'avais 12 ans. L'on voyait cela aux nouvelles, mais quels en étaient tous les enjeux? Cela me dépassait à cet âge malgré

l'intérêt que j'avais déjà pour l'actualité et la politique. Cela dépassait même certains journaux de l'époque, qui ont pris une position légaliste et progouvernementale pour ne pas se mouiller.

Claude Ryan, lui, s'est penché sur cette question avec certains de ses collaborateurs du Devoir et n'a pas eu peur de sortir de la ligne souhaitée par les autorités. C'est de ce dont ce livre traite par une analyse de contenu des articles et des éditoriaux du Devoir de cette époque. On y découvre un Claude Ryan et un Devoir combattant des libertés : « ce journal s'était bel et bien opposé aux gouvernements québécois et canadiens. » (p. 28) A la lumière de ses positions de l'époque, on comprend mieux les positions du Claude Ryan devenu politicien par la suite et ce que veut dire être « Libéral » pour lui. On est loin du conservatisme ambiant qui a toujours existé au PLQ, tant sous Bourassa que sous Charest maintenant!

Ces textes, le recul et l'accès aux documents officiels de l'époque permettent un éclairage nouveau sur cette période, mais aussi une compréhension de notre histoire plus contemporaine. Ainsi on y apprend que Trudeau était très réticent à faire usage de la loi des mesures de guerre, mais que le Cabinet fédéral a cédé aux pressions de Robert Bourassa! (note 10 en page XXVII) Une explication de l'obsession de Trudeau à rapatrier la constitution canadienne et à y inclure la Charte des droits et libertés à l'encontre du Québec, ce qu'il fit en 1982?

Un livre bien documenté et une analyse de contenu solide pour qui s'intéresse à l'histoire contemporaine et à la société québécoise; pour qui veut comprendre la relation/opposition entre politique et médias, car le Devoir est un quotidien de combat et cela a particulièrement paru dans cet épisode de notre histoire :

« Les politiciens, aussi bien au Québec qu'au Canada, ont ainsi eu le sentiment qu'il y avait érosion de la volonté populaire, que les intellectuels complotaient pour renverser le pouvoir de l'État et que même Claude Ryan et ses amis étaient mêlés à un prodigieux complot. L'attitude de Claude Ryan et des éditorialistes du Devoir est rapidement devenue la justification pour le pouvoir d'État de faire intervenir l'armée afin d'écraser les felquistes et tous les intellectuels nationalistes québécois. » (p. 4)

C'est tout dire!

Si ces rumeurs n'étaient pas fondées, Ryan a cependant succédé à Robert Bourassa comme chef du PLQ, mais il n'a jamais accédé au Pouvoir, car il est demeuré chef de l'opposition jusqu'au retour de Bourassa pour l'élection de 1985. (1) A la lecture de ce livre on peut cependant se demander ce qu'aurait été un gouvernement Ryan. Défenseur des libertés, comme au Devoir, ou idéologue en porte à faux avec la société, car parfois les penseurs sont trop en avance sur

leur temps et ne font pas les leaders que l'on espère. Cependant, les générations suivantes se réclament parfois de leur héritage!

**Arrière de couverture :**

« L'indépendance du Devoir a toujours été sa marque distinctive [...]. Le Devoir n'a jamais connu à aucune étape de son existence, d'autre loi que celle d'une radicale indépendance vis-à-vis des pouvoirs établis, anciens et nouveaux. »  
- Claude Ryan

Claude Ryan (1925-2004) nous a quittés le 9 février 2004. Homme de convictions et de paroles, il a été l'un des plus grands journalistes que le Québec ait connu. Durant ses années à la direction du quotidien Le Devoir (1964-1978), il aura été celui qui a probablement le mieux témoigné des angoisses profondes vécues par la société québécoise depuis la Révolution tranquille. En octobre 1970, Claude Ryan et l'équipe éditoriale du Devoir seront les seuls à poser des questions fondamentales sur les choix des gouvernements Bourassa et Trudeau.

Ce livre nous replonge dans cette période sombre de notre histoire nationale alors que le pouvoir politique avait décidé d'utiliser toutes ses ressources pour mater une présumée « insurrection appréhendée ». Aujourd'hui encore, les événements de la Crise d'octobre 1970 démontrent que derrière la violence du pouvoir se cachent certaines demi-vérités pour justifier le recours à des moyens extrêmes. Claude Ryan et les membres de l'équipe éditoriale du Devoir ont courageusement défendu les valeurs démocratiques de la société québécoise et l'autorité politique de l'État du Québec. Ce livre analyse le discours de presse et la pensée politique de Claude Ryan et du Devoir durant cette crise politique.

Guy Lachapelle, Ph.D., est professeur titulaire au Département de science politique de l'Université Concordia et secrétaire général de l'Association internationale de science politique. Il est également coordinateur des relations avec le gouvernement du Québec au bureau du vice-recteur, relations institutionnelles. Il a été président de la Société québécoise de science politique (1996-1997) et membre de l'exécutif de l'Association internationale de science politique (1997-2000).

**Note :**

1. Biographie de Claude Ryan à l'assemblée Nationale :

<http://www.assnat.qc.ca/fra/membres/notices/q-r/RYANC.htm>

---

###

## Index

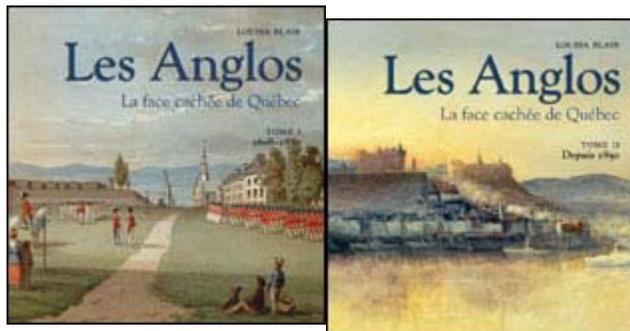
### Nouveaux livres reçus

Reçu le 24 janvier 2006

**Les Anglos, Tome I, 1608-1850**

**Les Anglos, Tome II, depuis 1850**

- Texte de Louisa Blair
- Plus de 100 illustrations



- 144 pages, couverture rigide
- Aussi en anglais

---

Reçu le 23 janvier 2006 :

**Kitman, Jamie Lincoln, 2005, *L'HISTOIRE SECRÈTE DU PLOMB*, traduit de l'anglais (Etats-Unis) par Arnaud Pouillot, Allia, 160 pages, ISBN: 2844851878. [www.editionsallia.com](http://www.editionsallia.com)**

#### Arrière de couverture

L'histoire vraie de l'essence plombée, une entreprise commerciale triste et sordide, rejoindrait tranquillement et sans faire de bruit les oubliettes de l'histoire si on laissait les capitaines d'industrie en faire à leur guise. Mais l'heure est venue de raconter cette histoire. Les aventuriers de l'essence plombée ont pollué le monde, à grande échelle, pour leur profit et, dans le même temps, ils ont servi de modèle aux industries de l'amiante, du nucléaire, du tabac et des pesticides, comme à d'autres acteurs économiques sans foi ni loi, en se cachant derrière le paravent de l'incertitude scientifique afin d'échapper à l'évidence accablante que leurs produits sont dangereux.



\*\*\*

Ozouf, Mona, 2005, *Varennes : La mort de la royauté, 21 juin 1791*, Gallimard nrf [www.gallimard.fr](http://www.gallimard.fr)

### Arrière de couverture



L'équipée de Varennes ne figure pas dans le canon des « journées révolutionnaires » : ni foules anonymes en fureur, ni sang versé, ni exploits individuels, ni vaincus. À Varennes, un roi s'en est venu, un roi s'en est allé, avant de retrouver une capitale sans voix et une Assemblée nationale appliquée à gommer la portée de l'événement. Autant dire une journée blanche.

Et pourtant, ce voyage apparemment sans conséquence fait basculer l'histoire révolutionnaire : il éteint dans les esprits et les cœurs l'image paternelle longtemps incarnée par Louis XVI ; met en scène le divorce entre la royauté et la nation ; ouvre inopinément un espace inédit à l'idée républicaine ; et, pour finir, projette la Révolution française dans l'inconnu.

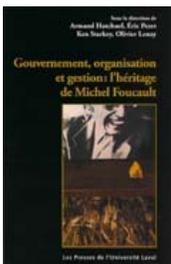
Le livre de Mona Ozouf reconstitue cette histoire à la fois énigmatique et rebattue. Il en éclaire les zones obscures, pénètre les intentions des acteurs et observe le démenti que leur inflige la fatalité ; avant d'interroger les lendemains politiques d'une crise qui contraint les révolutionnaires à « réviser » la Révolution. Réapparaissent ainsi des questions aujourd'hui encore irrésolues : y a-t-il une politique distincte du roi et de la reine ? Peut-on faire de Varennes l'origine de la Terreur ? Quelle figure de république voit-on se dessiner dans le chaos des passions du jour ?

Ce moment tourmenté, écrit l'auteur, ouvre une vraie fracture dans l'histoire de France. Il allonge déjà sur le théâtre national l'ombre tragique de l'échafaud. Dix-huit mois avant la mort de Louis XVI, Varennes consomme l'extinction de la royauté.

---

Reçu le 10 janvier 2006 : Sous la direction de Armand Hatchuel, Éric Pezet, Ken Starkey, Olivier Lenay, 2005, **Gouvernement, organisation et gestion : l'héritage de Michel Foucault**, PUL Collection : Sciences de l'administration, 488 pages, ISBN : 2-7637-8227-2

### Résumé :



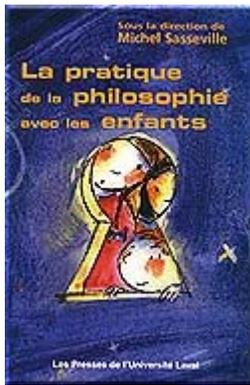
J'espère que la vérité de mes livres est dans l'avenir.  
Michel Foucault

Dans les sciences de l'organisation et de la gestion, ce livre est le premier à réunir les principaux travaux anglosaxons et

francophones sur la pensée de Foucault. Face aux formes actuelles de la gestion des entreprises ou aux courants académiques, y compris les plus critiques, la discussion des concepts foucauldien permet des prises de distance et des avancées nouvelles. Quatre thèmes sont ici privilégiés : Foucault, théoricien des organisations ?, les instruments de l'action collective, la question de l'autonomie et la gouvernementalité en action. En montrant que les dispositifs de gestion forgent non pas la « vérité », mais le « réel » des organisations, ce livre confirme l'importance insoupçonnée des modes de gestion ou de gouvernement pour l'histoire de la culture et de l'action collective modernes.

© Tous droits réservés aux [Presses de l'Université Laval](#)

Reçus le 13 décembre 2005



Sasseville, Michel (Sous la direction de), 2005, **La pratique de la philosophie avec les enfants**, 2e édition, Québec : Les Presses de l'Université Laval

xviii-216 pages

ISBN : 2-7637-7668-X

Prix : 25\$

Résumé :

Ce livre s'adresse à tous ceux et celles qui, de près ou de loin, s'intéressent aux droits et libertés des enfants. Il y est question des principes et des moyens qu'une approche éducative - la philosophie pour les enfants - met en oeuvre afin de leur permettre d'apprendre à penser par et pour eux-mêmes.

Tantôt pédagogiques, tantôt philosophiques, la plupart du temps les deux à la fois, tous les chapitres de ce livre présentent un ou des aspects d'une pratique de la philosophie avec les enfants qui, s'enracinant dans la longue histoire de l'éducation, se développe rapidement depuis une trentaine d'années, au point d'être présente maintenant sur tous les continents. Notre modernité, préoccupée des moyens qui peuvent favoriser un dialogue entre les peuples, semble avoir besoin d'instruments qui permettent d'éduquer les enfants et les adultes( à l'ouverture, à la reconnaissance des différences et à la volonté de vivre paisiblement avec les incertitudes que ces différences peuvent engendrer. Docteur en philosophie, Michel Sasseville est professeur à la Faculté de philosophie de l'Université Laval. Responsable du programme de certificat/mineure en philosophie pour les enfants dans cette université, il a présidé entre 1997 et 1999, le Conseil international de recherche philosophique avec les enfants (ICPIC). Il a donné plusieurs conférences, un peu partout dans le monde, portant sur la philosophie pour les enfants et a publié plusieurs articles

sur le sujet. Il est aussi, actuellement, professeur invité dans le cadre du programme de doctorat en philosophie pour enfants au Montclair State University, au New Jersey, et à l'Université Iberoamericana de Mexico.

©Tous droits réservés aux Presses de l'Université Laval

\*\*\*



Jeffrey, Denis, 2001, **La morale dans la classe**, Québec : Les Presses de l'Université Laval

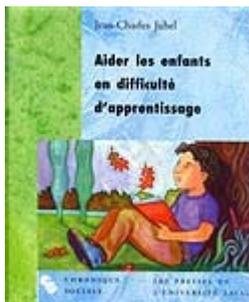
Résumé :

Les liens de l'enseignant avec la morale sont multiples. Dans la classe, il formule continuellement des jugements moraux, prend des décisions dans le respect des règles et des normes de l'école, et, bien sûr, encourage chez ses élèves les actions responsables et conséquentes. À vrai dire, l'enseignant partage avec les parents de lourdes responsabilités pour le développement moral de l'enfant. Mais son rôle d'autorité n'est pas toujours aisé à assumer. À cet égard, certains enseignants sont quelquefois démunis devant un enfant qui s'affirme avec maladresse, quelquefois avec violence, sans considération pour autrui. Il va sans dire que l'acte même d'éduquer implique la nécessité de limiter le sentiment de toute-puissance de l'enfant. Les limites vont blesser, frustrer, restreindre, mais elles vont aussi apaiser, calmer, contenir. Elles permettent à l'enfant de se structurer moralement. Il va apprendre que les réactions pulsionnelles ne sont pas celles qui permettent de vivre harmonieusement avec les autres. La morale dans la classe, en somme, concerne la gestion des limites, thème abordé, dans le présent ouvrage, sous différents angles : liberté, politesse, norme, prise de décision, résolution de dilemme, etc.

Denis Jeffrey est professeur d'éthique à la Faculté des sciences de l'éducation de l'Université Laval. Il a récemment publié, chez Armand Colin, *Jouissance du sacré, Postmodernité et religion*, et, aux Presses de l'Université Laval, en collaboration, *Enseigner et séduire*. Il est aussi l'auteur de plusieurs articles portant sur les rituels, le deuil et la violence.

©Tous droits réservés aux Presses de l'Université Laval

\*\*\*



Juhel, Jean-Claude, 2004, **Aider les enfants en difficulté d'apprentissage**, Québec : Coédition : Chronique sociale / Les Presses de l'université Laval. 4e tirage

Résumé :

Cet ouvrage de Jean-Charles Juhel est un outil pratique qui a été élaboré tout particulièrement à l'intention des parents, des intervenants et des pédagogues qui sont en contact, de près ou de loin, avec un ou plusieurs enfants en difficulté d'apprentissage. Il offre la possibilité de mieux connaître ces jeunes, de comprendre leurs attitudes et leurs réactions et, par le fait même, d'être en mesure d'intervenir efficacement auprès d'eux.

Aider les enfants en difficulté d'apprentissage est divisé en six chapitres.

Le chapitre 1 aborde les théories de l'apprentissage et présente les éléments essentiels de ce processus.

Le chapitre 2 traite des causes, des manifestations et des façons d'intervenir auprès des jeunes en difficulté d'apprentissage.

Le chapitre 3 est axé sur les problèmes de lecture, d'orthographe et de dyslexie.

Le chapitre 4 décrit les causes de l'hyperactivité, les caractéristiques de l'enfant hyperactif et les moyens d'intervention.

Les chapitres 5 et 6 concernent les enfants et les adolescents qui ont un handicap sensoriel (visuel ou auditif); on y propose des attitudes à adopter à leur endroit.

Jean-Charles Juhel détient une maîtrise en psychopédagogie, un certificat en psychomotricité et un certificat en andragogie. Il compte trente années d'expérience dans le domaine de l'éducation et de la rééducation. Il a animé de nombreux ateliers auprès d'éducateurs, d'enseignants en formation ainsi que de parents. Il est actuellement responsable du Service aux élèves handicapés du Cégep de Sainte-Foy (Québec).

©Tous droits réservés aux Presses de l'Université Laval

###

[Index](#)

**Les Films**

**HISTOIRE DE FAMILLE DE MICHEL POULETTE  
EN SALLE LE 27 JANVIER 2006**

*Pour la famille Gagné, la révolution était tout sauf tranquille!*

Montréal, 4 janvier 2006 — Le tout nouveau projet de **Michel Poulette** intitulé ***Histoire de famille*** prendra l'affiche au Québec le 27 janvier. Comme se plaît à le dire le réalisateur, cette saga ne raconte pas comment la famille Gagné est passée à travers la Révolution Tranquille mais plutôt comment la Révolution Tranquille est passée à travers elle.

C'est par le regard d'une jeune femme vivant en 2005, Julie Gagné (**Maxim Roy**), sur le passé de sa propre famille qu'elle a l'impression de voir révélé dans un roman de Jean Calixa (**Serge Thériault**), que nous découvrons l'histoire de la famille Gagné. La vie des Gagné bascule en 1960 alors que Robert (**Luc Proulx**) et May (**Danielle Proulx**) doivent se résoudre à céder leur ferme des Cantons de l'Est à leur aîné, Pierre (**Louis-Philippe Dandenault**) pour déménager à Montréal. Leur benjamine (**Juliette Gosselin/Évelyne Rompré**) gravement malade, ils doivent se rapprocher des services de santé pour améliorer ses chances de survie. Alors que leur petite sœur s'accroche à la vie et à sa passion amoureuse pour un mystérieux pianiste (**Gabriel Sabourin**), Isabelle (**Catherine Allard**) rêve de liberté et d'émancipation tandis que le mouton noir de la famille, Michel (**Sébastien Huberdeau**), cherche à confronter ses problèmes pour devenir un homme.

Après avoir marqué les esprits au cinéma avec *La Conciergerie* et *Louis 19, le roi des ondes* et à la télévision avec les séries *Rock & belles oreilles*, *Urgence* et *Gérard D. Laflaque*, le réalisateur et scénariste **Michel Poulette** revient en force avec ***Histoire de famille***. Très actif depuis quelque temps sur le marché anglophone avec entre autres la minisérie *A Godfather's Story* (meilleure cote d'écoute du réseau Showtime en 1999) et le film d'espionnage *Agent of Influence* (record canadien de ventes à l'étranger), Poulette fait maintenant un retour en production filmique francophone.

Produit par **Louis Laverdière** de Cité-Amérique et scénarisé par **Guy Fournier** et **Normand Canac-Marquis**, ***Histoire de famille*** est distribué par Christal Films. La trame sonore (musique de **Jean-Marie Benoit**), sera disponible en magasins à partir du 24 janvier.

### **Commentaires de Michel Handfield (24 janvier 2006)**

En gros, c'est l'histoire du Québec vu à travers la famille Gagné entre le 22 juin 1960 et le 15 octobre 1976; l'histoire du Québec contemporain. Même s'il y a une trame dramatique, moi c'est davantage sur l'Histoire que j'ai cliqué, me confondant avec celle-ci! En effet, je suis né en 1958 et j'ai eu droit de vote en 1976, à l'époque où le PQ avait davantage qu'un plan d'affaires à offrir.

Il y a aussi de quoi être nostalgique, car ce film débute avec l'élection du Parti Libéral du Québec le 22 juin 1960 (1), quand ce parti représentait le changement social par opposition au conservatisme des bleus : l'Union nationale aujourd'hui disparue! Tout était à faire.

On assiste donc à la construction physique du Québec moderne avec, entre autres choses, les grands projets comme la Manic (électricité), l'Expo 67, le Métro de Montréal; les changements sociaux : les premières lois linguistiques, la montée du syndicalisme, les changements en éducation, la création de l'assurance maladie – car avant l'assurance maladie, les Gagné ont dû vendre la ferme à leur fils aîné pour payer les soins de la petite à Montréal; et, finalement, les bouleversements politiques avec la montée du nationalisme, le FLQ et la vision trudeauiste du Canada jusqu'à l'élection du premier gouvernement du Parti Québécois le 15 novembre 1976. L'espoir : tout devenait (enfin) possible!

Ce va et vient entre la famille et le contexte sociopolitique est intéressant à suivre, car il met en évidence le fait que si l'individu ne doit pas être étouffé pour se réaliser, il a parfois besoin de s'appuyer sur les autres! C'est la différence entre la communauté tricotée serrée d'avant la révolution tranquille (1960), où il était difficile de sortir des mailles, et l'appui sur des valeurs collectives qui laissent place à l'individualité des années 60 à 80.

Si j'avais à expliquer le changement des valeurs sociales, économiques et politiques que représentait la révolution tranquille à des étudiants de cégep et d'université, je passerais ce film au premier cours, car même si le spécialiste peut argumenter sur certains points de vue du cinéaste, c'est un très bon point de départ. Le cours pourrait ensuite servir à approfondir les choses et faire les mises au point qui s'imposent.

Mais attention, si moi j'ai davantage embarqué sur cette « track » sociopolitique, ce film est aussi une histoire dans laquelle les personnages sont bien défendus et les acteurs bons, avec l'amour et les hauts et les bas de la vie. Je l'ai d'ailleurs conseillé à ma conjointe qui est bien différente de moi.

\*\*\*

Ce film nous fait aussi réaliser comme ces années s'éloignent de nous; le courant néolibéral, qui a suivi au tournant des années 90, changeant les choses. On passa d'une société somme toute équilibré entre individualisme et collectivisme à une société de plus en plus nombrilisme, tournée vers l'individu et l'éloge du « self-made-man », son apothéose étant l'élection d'un gouvernement minoritaire conservateur le 23 janvier 2006.

Le support collectif s'est effrité, laissant place à de l'insécurité pour l'individu moins bien outillé pour affronter un monde de plus en plus compétitif. C'est ce qui fait qu'il n'y a jamais eu autant de création de richesse et autant d'insécurité à la fois, car si les mesures fiscales et de soutien sont généreuses pour les entrepreneurs, il n'en est pas de même pour les individus : les instruments de redistribution de la richesse étant de plus en plus délaissés au dépend de mesures volontaires de charité pour diminuer le fardeau fiscal dans

un monde de plus en plus en compétition pour attirer chez eux des individus possédant un capital financier ou des savoirs immédiatement marchandisables. Les banques n'ont jamais fait autant de profits alors que les banques alimentaires n'ont jamais été aussi nombreuses en même temps!

D'un côté l'on coupe dans la fonction publique, la recherche fondamentale, les sciences humaines et sociales, et les services publics en même temps que l'on subventionne de plus en plus la grande entreprise en espérant que la création d'emplois dans le secteur privé compense pour ces coupures dans le secteur public! De l'autre côté, et simultanément, l'on diminue les mesures de soutien individuel en espérant favoriser la prise en charge individuelle et l'intégration (forcée) de l'individu au marché du travail.

Cependant, il y a souvent inadéquation entre l'offre et la demande d'emplois, les capacités des gens à occuper ces emplois ne correspondant pas nécessairement aux besoins immédiats des entreprises demandereses. Le chercheur en sciences sociales ou en biologie n'est pas toujours recyclable en peintre, en électricien ou en chauffeur d'autobus! A défaut de prendre le temps de les former, s'ils ont les habiletés de base nécessaires pour ces emplois (comme de répondre à une norme visuelle minimale et d'avoir une certaine dextérité manuelle), les entreprises favorisent souvent le temps supplémentaires de leurs employés, moins coûteux que de former des employés surqualifiés qui risquent d'aller travailler ailleurs dès que leur profession redeviendra en demande! Le marché du travail rend donc malade certains de ses travailleurs (surtravail) en même temps que de plus en plus de gens en sont exclus faute d'être immédiatement productif! Et le marché seul semble incapable de gérer cette problématique.

En 50 ans on est passé de la société où tout était tracé pour l'individu à celle où il est totalement désincarné de celle-ci, étant un électron libre (client) dans un monde purement économique (la mondialisation), où sa carte de crédit et son Numéro d'Identification Bancaire font foi de son identité! Dans cette société « individualo-mondialiste » le nationalisme n'a plus du tout le même sens ni le même goût. Ses slogans sont imprimés sur des T-shirt fait en Chine, aux Philippines, ou au Bangladesh! Il était un projet de société, il est devenu plan d'affaires. Des militants de la première heure et des utopistes risquent d'être déçu si jamais cela se réalise avant leur réveil. Il y aurait là matière à un autre film sur la société désillusionnée : « *Le monde de Julie* », du nom de Julie Gagné (Maxim Roy), jeune femme bien de son temps en 2005, qui découvre avec nous le passé de sa famille par un roman de Jean Calixa (Serge Thériault) qu'elle a trouvé par hasard dans un étalage extérieur d'une bouquinerie. (2)

## Notes :

### 1. Les Résultats de l'élection de 1960:

[www.quebecpolitique.com/election/elect26.html](http://www.quebecpolitique.com/election/elect26.html)

2. J'oserais même ajouter « de la rue Saint-Denis », car c'est l'impression que j'ai eu. Remarquez que c'est peut être ailleurs, mais j'ai fortement eu cette impression.

---

**LES MOTS BLEUS**  
D'ALAIN CORNEAU  
EN SALLE LE 27 JANVIER 2006

Montréal, 9 janvier 2006 — Adapté du roman Leur histoire de Dominique Mainard, le film Les Mots bleus d'Alain Corneau arrive sur nos écrans le 27 janvier.

Clara a peur des mots. Sa fille, Anna, a peur des autres. Vincent a peur de grandir. Mais il n'aura pas peur de les aimer.

« J'ai toujours senti que Les Mots bleus serait un film d'acteurs. Car la poésie qu'on ressent en lisant le roman va, dans le film, s'exprimer à travers eux », dit Alain Corneau. Le réalisateur de Tous les matins du monde fait de nouveau appel à Sylvie Testud, qu'il avait dirigée dans Stupeur et tremblements, pour incarner Clara, une mère désemparée par le mutisme de sa fille, interprétée par Camille Gauthier. Sergi Lopez campe Vincent, l'éducateur de la petite.



Sélection officielle du Festival de Berlin, Les Mots bleus, qui a été présenté à Montréal dans le cadre du festival Cinémania, sortira dans quatre salles de la région métropolitaine, ainsi qu'au Clap de Québec. La musique est de Christophe, la direction photographique d'Yves Angelo. K-Films Amérique en assure la distribution au

Québec.

**Commentaires de Michel Handfield (24 janvier 2006)**

Les mots! Ils ne sont pas juste dits, ils sont aussi écrits. Souvent ressentit, quelquefois maudits! Comme les ordres, dans un pays fasciste ou totalitaire, précèdent un coup de feu. Il est inscrit dans la mémoire. Les mots sont tus, mais la peur se transmet.

Quand on ressent une blessure, parfois on se ferme comme une huitre! Il faut la clef pour se déverrouiller. La mère ne sait pas lire, la petite ne veut pas

parler et se fait battre par les autres! Quelle est la clef? La clef est parfois ailleurs, chez l'étranger que l'on rencontre et qui a ramassé, au hasard de ses expériences de vie, cette clef qui nous manque.

Durand cette recherche, cette quête, la vie suit son cours. Nous sommes des voyeurs. Moi j'y ai vu une incursion dans le monde de l'enfance. Comment elle marque notre vie à jamais. On la passe tous avec plus ou moins d'égratignures, mais ce qui compte ce sont les leçons qu'on en tire. Comment on s'y forme. On se conforme aux autres ou on s'affirme? On se laisse faire, du moins en apparence, mais dans les faits on s'entête à rester ce que l'on est envers et contre tous. L'affirmation sous forme de résignation!

La différence sera pourchassée, car les enfants sont parfois méchants entre eux. En fait l'enfance serait tout le contraire du fameux axiome « *L'homme naît bon, la société le corrompt* » de Jean-Jacques Rousseau. Ils vont aller jusqu'à battre celui ou celle qui est différent et sans défense. Une forme de « fascisme » infantin. La peur, l'intimidation et la violence seraient-elles des formes de réactions innées face à la différence, à ce que l'on ne connaît pas? En fait il faut apprendre à vivre en société; être socialisé. L'homme ne naît pas bon, ni foncièrement méchant; on lui apprend! On lui apprend à vivre en société. C'est un peu ça la vie, un peu ça le film!

Se sentir étranger à cause de ses idées, sa famille ou de son être, comme de ne pas parler; se sentir intégré à cause de ses idées, sa famille ou de son être, avec d'autres qui nous ressemblent en apparence. L'ouverture des autres envers soi et l'ouverture de soi aux autres, c'est tout un équilibre à apprendre et à maîtriser, car les peurs sont parfois profondément inscrites dans la chair, transmises de génération en génération! On doit apprendre à vivre avec ou à briser le sort? Nous sommes dans la symbolique, mais parfois cette symbolique qui a marqué notre enfance, marquera notre vie. On ne peut toujours éviter la réalité, même si elle fait mal pour des raisons enfouies dans notre enfance ou dans le passé de notre famille. Il faut trouver les mots pour dépasser les maux! Et parfois cette clef, c'est un autre qui l'a et qui nous l'offre, où on ne l'attendait pas, où on ne l'attendait plus!

---

## **THE NEW WORLD / NOUVEAU MONDE**

[www.thenewworldmovie.com](http://www.thenewworldmovie.com)

**SORTIE EN SALLES:** Vendredi, 20 janvier 2006



**RÉALISATEUR:** Terrence Malick **METTANT EN VEDETTE:** Colin Farrell, Christian Bale, Christopher Plummer

La confrontation au début du XVIIe siècle entre le peuple indien, les Powhatan, dont fait partie la belle Pocahontas, et les colons anglais menés par le fringant aventurier John Smith.

### **Commentaires de Michel Handfield (19 janvier 2006)**

*« TERRENCE MALICK transforms this classic story into a sweeping exploration of love, loss and discovery, both a celebration and an elegy of the America that was...and the America that was yet to come. » (THE NEW WORLD, Production Information)*

Relecture d'un classique de l'histoire États-uniennes qui est devenu un de leurs mythes fondateurs. Si je ne peux juger de sa valeur historique, n'étant pas un spécialiste de l'histoire, une recherche sur Wikipédia (1) me laisse croire que c'est bien fait. Au niveau des costumes et des décors, j'y croyais. Au niveau cinématographique, j'ai noté « prises de vues poétiques » sur mon PALM!

Peut-il en être autrement, car il s'agit d'abord d'une histoire d'amour; une histoire universelle d'amour! Roméo et Juliette. Des êtres de culture différente attirés malgré les conflits opposant leurs peuples. On est dans la symbolique, de quoi expliquer le succès de cette histoire dans l'imaginaire États-uniens. Éliminez-en l'amour et on ne parlerait plus de cet épisode de la conquête et de la colonisation de la Virginie depuis longtemps déjà.

\*\*\*

Au niveau sociopolitique on est face au rouleau compresseur de la civilisation. L'avancée technologique et la différence culturelle font en sorte que le colonisateur écrase l'autochtone et impose sa vision, sa civilisation et ses façons de faire. Cela ne se fait pas nécessairement facilement, l'autochtone maîtrisant le terrain, mais le colonisateur a l'avantage des moyens du « futur » par rapport à l'autochtone qui n'est pas du même niveau technique que lui.

D'ailleurs on voit bien dans ce film que ce sont les différences culturelles qui ont fait la force des européens; ils avaient la notion de conquête et de propriété, même sans occupation du territoire, où les autochtones, plus communautaires, vivaient une sorte de socialisme naturel allant avec l'occupation territoriale! Le comportement États-uniens dans le monde n'est alors plus surprenant, car ils viennent de l'empire Britannique : conquête et hégémonie. On vous apporte la civilisation, remerciez nous! Il y a comme des gènes... qui en ressurgissent encore aujourd'hui!

#### **Note:**

1. <http://fr.wikipedia.org/wiki/Pocahontas>

## **BACKGROUND OF “THE NEW WORLD”**

In 1607, three English ships financed by the London Virginia Company sailed across the Atlantic Ocean in search of the legendary treasures and gold they believed would be found in these new territories. They reached land off the James River in Virginia and established the settlement of Jamestown. As most of the 103 in the original group were aristocrats ill prepared for life in this New World, the settlement struggled to survive as their dream of finding gold was quickly extinguished.

Captain John Smith was entrusted to lead a food gathering expedition up the Chickahominy River. On that expedition members of the native Powhatan tribe, the ruling tribe of the region accosted Smith and his men. All but Smith was killed. Smith was taken to the Native American village and there he encountered Chief Powhatan's daughter, Pocahontas, who taught him the culture and customs of her people. Months later, with enough food to help the settlement survive the winter, Smith returned to the Jamestown colonies. The following spring, Powhatan discovers that the settlement is intending to stay and prepares for war. Unbeknownst to him, Pocahontas alerts Smith of the impending battle and when his tribe is thwarted, Powhatan realizes it was his daughter who betrayed them. She is banished from her tribe and family forever.

Pocahontas was forced to live with a neighboring tribe and eventually was traded to the English as an insurance policy against further attacks by her father's tribe. She lived among the settlers, slowly adapting to their way of life. During this period, Smith was called back to England to lead other expeditions and he would only see Pocahontas one more time, years later, when she came to England. Eventually, more supplies and colonists arrived in Jamestown from England, among them widowed English aristocrat John Rolfe, who was one of the first to farm the tobacco that soon became Jamestown's "cash crop". Drawn together by a shared sense of personal loss, Pocahontas came to know and love Rolfe, eventually marrying him and having a son. When Rolfe brought her to England, she was presented to the King and Queen as the Princess of Virginia, and for a brief moment, was the toast of London. However she was soon struck down with disease and died on the voyage back to America. She was purported to have been twenty-one or twenty two at the time of her death.

### **THE NEW WORLD (Production Information)**

*"...in the beginning all the World was America, and more so than it is now."*  
-John Locke, Second Treatise on government (1690)

The New World is an epic adventure set amid the encounter of European and Native American cultures during the founding of the Jamestown settlement in 1607. Inspired by the legend of John Smith and Pocahontas, acclaimed filmmaker TERRENCE MALICK transforms this classic story into a sweeping

exploration of love, loss and discovery, both a celebration and an elegy of the America that was...and the America that was yet to come.

Against the dramatic and historically rich backdrop of a pristine Eden inhabited by a great native civilization, Malick (Badlands, Days of Heaven, The Thin Red Line) has set a dramatized tale of two strong-willed characters, a passionate and noble young native woman and an ambitious soldier of fortune who find themselves torn between the undeniable requirements of civic duty and the inescapable demands of the heart.

\*\*\*

In the early years of the 17th century, North America is much as it has been for the previous five thousand years—a vast land of seemingly endless primeval wilderness populated by an intricate network of tribal cultures. Although these nations live in graceful harmony with their environment, their relations with each other are a bit more uneasy. All it will take to upset the balance is an intrusion from the outside.

On a spring day in April of 1607, three diminutive ships bearing 103 men sail into this world from their unimaginably distant home, the island kingdom of England, three thousand miles to the east across a vast ocean. On behalf of their sponsor, the royally chartered Virginia Company, they are seeking to establish a cultural, religious, and economic foothold on the coast of what they regard as the New World.

The lead ship of the tiny flotilla is called the Susan Constant. Shackled below decks is a rebellious 27-year-old named John Smith (COLIN FARRELL), sentenced to be hanged for insubordination.

A veteran of countless European wars, Smith is a soldier of fortune...though fortune has often turned its back on him. Still, he is too talented and popular to have his neck stretched by his own people, and so he is freed by Captain Christopher Newport (CHRISTOPHER PLUMMER) soon after the Susan Constant drops anchor. As Captain Newport knows — and the colonists will soon discover — surviving in this unknown wilderness will require the services of every able-bodied man...particularly one of Smith's abilities. Though they don't realize it at the time, Newport and his band of British settlers have landed in the midst of a sophisticated Native American empire ruled by the powerful chieftain Powhatan (AUGUST SCHELLENBERG). To the colonists, it may be a new world. But to Powhatan and his people, it is an ancient world — and the only one they have ever known.

The English, strangers in a strange land, struggle from the beginning, unable — or, in some cases, stubbornly unwilling — to fend for themselves. Smith, searching for assistance from the local tribesmen, chances upon a young

woman who at first seems to be more woodland sprite than human being. A willful and impetuous young woman whose family and friends affectionately call her "Pocahontas"—or "playful one"—she is the favorite of Powhatan's children.

Before long a bond develops between Smith and Pocahontas (Q'ORIANKA KILCHER in her feature starring debut), a bond so powerful that it transcends friendship or even romance—and eventually becomes the basis of one of the most enduring American legends of the past 400 years.

---

## **CACHÉ**

Un film de Michael Haneke

Sortie : 20 janvier 2006

Durée : 117 min

Réalisateur : Michael Haneke

Sélection Officielle - Festival de Cannes

Prix de la meilleure mise en scène; Prix de la critique internationale; Prix du jury œcuménique

Distribution : Juliette Binoche, Daniel Auteuil, Maurice Bénichou, Annie Girardot

Le présentateur d'une émission littéraire télévisée reçoit chez lui des cassettes vidéo anonymes et d'inquiétants dessins. Sa vie familiale et professionnelle va être profondément chamboulée par des événements ayant eu lieu pendant la guerre d'Algérie.

**Commentaires de Michel Handfield** (17 décembre 2005, mis en ligne le 17 janvier 2006)

Bureaucratie quand tu nous tiens! On est épié, on reçoit des courriers inquiétants, la situation s'aggrave, on commence à avoir peur alors... on avise la police. Mais pour la police, ça prend un événement. Tant qu'il n'arrive rien, ils ne font rien! La prévention c'est le discours, pas la réalité. La tension monte, le stress aussi. Une très bonne intrigue, mais ce n'est pas un film policier comme les autres.

On est ici dans le suspense intello et je ne veux pas en dire plus pour ne pas vendre la mèche que j'ai saisi au milieu du film... mais qui ne sera pas la bonne, car il est très bien construit que ce thriller français!

C'est un film qui offre aussi des réflexions intéressantes à travers le suspens! Un point de vue sur les racines des problèmes actuels en France, notamment quand il se rappelle l'affaire Papon, alors qu'il était enfant; des algériens noyé dans la Seine par la police le 17 octobre 1961.

Quand il va voir sa vieille mère, ça fait aussi plaisir de revoir Annie Girardot. Il lui parle de la solitude – « on ne se voit pas », « on est tous très occupé! » - et elle lui répond : « je suis seule ici, mais ne serai-je pas aussi seule entouré de monde dans le métro? » Un film qui a du contenu! Bref, un suspens à valeur ajoutée!

### **Hyperliens :**

Caché : [www.cache-lefilm.com](http://www.cache-lefilm.com)

L'affaire Papon et les algériens noyé dans la Seine :  
[http://fr.wikipedia.org/wiki/Massacre\\_du\\_17\\_octobre](http://fr.wikipedia.org/wiki/Massacre_du_17_octobre)

---

## **LE SOLEIL (SOLNTSE)**

**Un film d'Alexandre Sokourov**

**Sortie le 13 janvier 2006 au Cinéma Parallèle (Ex-Centris) et au Clap à Québec**

Distribution exclusive K-Films Amérique

Russie/Italie/France/Suisse / 2005 / 110 minutes / 35 mm / couleur  
V.O. japonaise et anglaise avec s.-t. français

COMPÉTITION OFFICIELLE - FESTIVAL DE BERLIN 2005

FESTIVAL DU NOUVEAU CINÉMA 2005

Avec :

ISSEY OGATA	Empereur Hirohito
ROBERT DAWSON	Général Mac Arthur
KAORI MOMOI	Impératrice
SHIRO SANO	Chamberlain

### **SYNOPSIS**

Tokyo, 15 août 1945. Fin de la Deuxième Guerre mondiale. Les Américains ont lâché leurs bombes atomiques sur Hiroshima et Nagasaki. Mais l'armée japonaise refuse toujours de se rendre et entend lutter jusqu'au bout.

Les Soviétiques qui viennent d'entrer en guerre contre le Japon, s'appêtent à débarquer, tout comme les Américains. Staline déplace d'Europe vers l'Extrême-Orient la puissante Armée rouge qui vient de vaincre le III<sup>e</sup> Reich.

L'Empereur Hirohito, à la veille de l'amère défaite de son pays, renonce à son statut de dieu vivant et exhorte son peuple à rendre les armes. Il sauve ainsi des milliers de vies. C'était la première fois que les Japonais entendaient la voix de leur Empereur à la radio.

Sokourov transgresse par ce film une règle japonaise sacrée qui interdit toute représentation de l'Empereur. Les rencontres de ce dernier avec le Général Mac Arthur sont également au cœur du film.

### **Commentaires de Michel Handfield (12 janvier 2006)**

Le Japon, pays de l'ordre et de la hiérarchie. On est chez sa majesté l'empereur Hirohito (1), qui descend de lignée divine! Tout le monde le sait, personne ne remet cela en cause. Et lorsque l'empereur remet ce mythe en cause, on n'aime pas ça dans son entourage. Il est de ligné divine. Infaillible! C'est la force des idéologies; on ne questionne pas, on accepte. On a la foi.

Mais la force du Dieu Soleil a rencontré la force de l'oncle Sam qui a maîtrisé le soleil et fait plier le Japon avec LA bombe. Après les derniers jours d'Hitler, ce sont les derniers jours de l'empereur que l'on suit ici; au sens figuré cependant, car, contrairement à Hitler qui s'est suicidé, l'empereur Hirohito survivra à la guerre pour bien des années encore : il est décédé le 7 janvier 1989.

On voit un homme sacré, mais pas un sacré homme. Il ne semble pas être tout à lui. Maladie ou isolement? D'avoir été élevé et vénéré comme un Dieu, hors du monde réel, dans une bulle, ça ne peut faire quelqu'un d'équilibré. Il est plutôt déconnecté de la réalité et c'est probablement ce qui le sauve d'être jugé pour crime de guerre.

Ce film nous permet cependant de comprendre le pourquoi de cet entêtement des japonais à ne pas capituler même si l'Allemagne l'avait fait. La capitulation est contraire aux valeurs, aux coutumes et aux traditions du Japon. Pour l'empereur il fallait établir un accord de paix sans capitulation, chose quasi impossible dans le contexte de cette guerre. Le monde a changé, le Japon devra changer lui aussi.

L'autre chose qu'il nous permet de saisir, c'est pourquoi le Japon s'est lié à l'Allemagne dans cette guerre. L'empereur et les japonais n'acceptaient pas la discrimination des Etats-Unis contre les Asiatiques et les Japonais suite à la loi Johnson-Reed passée en 1924 pour limiter l'immigration sur leur territoire et même y bannir totalement l'immigration Asiatiques! (2) C'est ainsi qu'il explique son alliance avec les allemands, surtout qu'il dit ne pas connaître Hitler. Conquérant « le Sud-Est asiatique, Philippines, Malaisie et Indonésie, dont ils chassèrent les Américains, Hollandais et Anglais. Ils se présentaient comme des libérateurs, champions de la lutte des peuples de couleur contre les Blancs. » (3)

Mais l'empereur reconnaîtra que l'on a surestimé la force de notre empire, surtout en attaquant les Etats-Unis avec Pearl Arbour.

Ce film nous fait réaliser la supériorité de notre système démocratique : c'est qu'on ne traite pas avec Dieu ou des demi-dieux ici! On peut même traiter nos leaders de trou de cul si l'on veut! Sauf que cela se perd aux États-Unis, où de plus en plus politique et volonté divine sont intimement liés. Nos voisins devraient peut être revenir à des valeurs davantage laïques pour ne pas perdre le sens de la mesure et tomber dans un délirium malsain. Être un Dieu vivant ne devait pas être facile à porter pour l'Empereur du Japon; avoir une mission divine comme Président des Etats-Unis non plus. De quoi devenir « fou » en quelque sorte!

Par contre, si les japonais ont perdu cette guerre, ils n'ont pas perdu toutes les guerres, car ils ont très bien retenu la leçon que le général MacArthur a donné à l'empereur si l'anecdote du film est vraie : MacArthur explique à Hirohito que les Etats-Unis font dans la géopolitique. Nous, nous achetons tout ce que nous voulons, car en il coûte souvent moins cher ainsi. Par exemple il nous coûte moins cher d'acheter notre poisson des autres que d'avoir une flotte de pêche! Et Hirohito d'opiner du bonnet et de dire que son fils s'intéresse aussi à la géopolitique.

Les japonais auront appris la leçon au point qu'aujourd'hui l'industrie japonaise de l'automobile est en train de battre celle des États-Unis et que les États-Uniens se promènent de plus en plus en voitures japonaises. (4) Le gagnant n'est peut être pas celui que Mac Arthur croyait à l'époque. Et si Hirohito paraissait quelque peu perdu, il ne l'était peut être pas tant que ça. Une ruse toute japonaise?

Un film pour qui s'intéresse à l'histoire et à la géopolitique. Le complément de la chute, mais dans une tonalité totalement différente, car la philosophie et la mentalité japonaise sont d'une autre nature que la culture allemande.

#### **Notes :**

1. <http://fr.wikipedia.org/wiki/Hirohito>

[www.2iemeguerre.com/protagonistes/hirohito.htm](http://www.2iemeguerre.com/protagonistes/hirohito.htm)

2. [http://fr.wikipedia.org/wiki/Loi\\_d'immigration\\_Johnson-Reed](http://fr.wikipedia.org/wiki/Loi_d'immigration_Johnson-Reed)

3. Barreau, Jean-Claude, et Bigot, Guillaume, 2005, Toute l'histoire du monde de la préhistoire à nos jours, France : Fayard (Histoire), p. 392

4. Toyota challenge GM pour le titre de numéro 1 mondial de l'automobile. A ce sujet, voir « *The battle for no. 1* », The Detroit News, Special report, February 13, 2005 : <http://detnews.com/specialreports/2005/gmtoyota/>

---

## **BREAKFAST ON PLUTO**

A l'affiche le 13 janvier au cinéma AMC Forum!

### **Commentaires de Michel Handfield (12 janvier 2006)**

J'ai trouvé ce film fantaisiste. Cillian Murphy (Patrick alias «Kitten») offre une excellente prestation d'acteur, car on croit à ce processus de transformation de ce garçon en fille, à travers ses jeux et la vie, au point qu'il est une « fille » (travestit) à la fin du film!

Ce film est aussi gaie, au sens de joyeux, car le sujet est traité avec humour et musique, chaque sketch de sa vie appelant une musique différente, certaines « tounes » plus facilement reconnaissable, d'autres davantage underground.

C'est enfin un essai sur la vie et la quête du bonheur pour un marginal né dans un corps et un monde qu'il sent ne pas être sien! Un milieu conservateur, de foi, de préjugés et de violence, comme peut l'être l'Irlande alors que «Kitten» a une autre vision de lui, en fille, et du monde depuis sa plus tendre enfance. Lui qui fut abandonné et recueilli voit d'ailleurs la vie comme un film; sa mère, qu'il ne connaît pas, ressemblant apparemment à s'y méprendre à Mitzi Gaynor. Cela l'a marqué au point que sa quête d'identité s'accompagne de sa recherche de sa mère à Londres, où il pourra d'avantage être elle-même!

### **Hyperliens :**

Mitzi Gaynor : [www.celebritystorm.com/actresses/pics/MitziGaynor/](http://www.celebritystorm.com/actresses/pics/MitziGaynor/)

### **Communiqué**

Avec *Breakfast on Pluto*, le réalisateur irlandais, Neil Jordan, renoue avec le thème du travestisme qu'il avait exploré dans son film oscarisé *The Crying Game* – cette fois avec Cillian Murphy (*Batman Begins*, *28 Days Later*) qui crève l'écran dans la peau d'un jeune travesti irlandais qui voit la vie en rose.

L'histoire, divisée en 36 chapitres et propulsée par une multitude de vieilles chansons pop, se déroule comme un conte lyrique, même si l'action se situe dans les années 70, avec en arrière-fond les activités de l'IRA qui grondent. Celle-ci retrace les exploits de Patrick alias «Kitten» (Murphy) qui le mèneront d'une petite ville irlandaise où il a été abandonné alors qu'il était bébé à la glam-rock Londres où il espère retrouver sa mère qui apparemment ressemble à s'y méprendre à Mitzi Gaynor. Patrick est conscient dès son jeune âge qu'il fait partie des marginaux et qu'il est né dans le mauvais corps. Il est doté d'une âme sensible et le parfum est son arme favorite. Or il survit dans un environnement rude en refusant de laisser quiconque ou quoi que ce soit le changer.

Aux côtés de Cillian Murphy, l'excellente distribution comprend Liam Neeson dans le rôle du prêtre local qui dissimule un secret, Stephen Rea dans celui du magicien de second ordre qui se prend d'affection pour Patrick ainsi que Brendan Gleeson qui incarne un vieux salopard doublé d'un pochard qui apprend à Patrick à devenir un Womble (personnage d'une série télé britannique des années 70). Le film met également en vedette deux chanteurs célèbres à l'époque – Bryan Ferry dans le rôle d'un étrangleur enjôleur et Gavin Friday dans celui d'un chanteur rockabilly ayant des liens avec l'IRA.

Mis à part un peu de musique pour piano composée par la fille de Neil Jordan, Anna Jordan, la bande sonore du film s'éloigne de la musique conventionnelle. Y figurent plutôt des dizaines de vieilles chansons pop, de Honey de Bobby Goldsboro à Me & Mr. Jones de Billy Paul en passant par *Breakfast on Pluto* de Don Partridge qui a donné son titre au film.

Il s'agit du deuxième long métrage de Jordan, après *The Butcher Boy*, ayant été adapté d'un roman de Patrick McCabe. Jordan et McCabe ont coécrit le scénario du film.

*Breakfast on Pluto* est distribué au Québec par Atopia et dans le reste du Canada par Mongrel Media.

---

**Le prix de la paix** (en République démocratique du Congo)

[www.onf.ca/leprixdelapaix](http://www.onf.ca/leprixdelapaix)

V.o. anglaise et française, s.t.f.

Accès troublant aux coulisses de l'ONU et à sa mission de paix en République démocratique du Congo. **Présenté au Cinéma Parallèle (Ex-Centris) du 6 au 12 janvier 2006**

Montréal, le 15 décembre 2005 – L'Office national du film du Canada est fier de présenter le nouveau film du réalisateur Paul Cowan : Le prix de la paix, coproduit par l'ONF avec 13 Production et ARTE France, au Cinéma Parallèle (Ex-Centris) du 6 au 12 janvier 2006. Ce film a été présenté avec succès dans de nombreux événements et festivals internationaux, dont à l'Organisation des Nations Unies en présence de son secrétaire général Kofi Annan, au One world International Film Festival de Prague, où il a remporté le prix spécial du jury, à Worthington, où il a reçu la mention d'honneur dans la catégorie Questions sociales et, tout récemment, au Festival du Scoop d'Angers, où il a gagné le Prix du meilleur documentaire.

Fascinant et troublant, Le prix de la paix nous plonge au cœur d'une guerre civile en République démocratique du Congo, qui en cinq ans de luttes fratricides a fait plus de trois millions de victimes. Au début de 2003, le contrôle de l'est du pays, riche en or et en diamants, est convoité par des groupes rebelles et d'importants massacres de civils sont perpétrés. À l'ONU, on redoute le scénario catastrophe : une interminable escalade de la violence qui s'étendrait à toute l'Afrique centrale et pire encore, un génocide.

Profitant d'un accès privilégié et sans précédent aux coulisses de l'ONU, le cinéaste Paul Cowan raconte, de façon intimiste et dramatique, les intenses tractations visant à sauver un État complètement ravagé. Et il pose des questions essentielles. Les Nations Unies sont-elles en mesure de préserver la paix dans le monde? Et à quel prix!

Ne craignant pas de se frotter à des sujets-chocs et souvent controversés, Paul Cowan a réalisé plusieurs œuvres remarquées. Mentionnons, entre autres, Westray, racontant le désastre qui a entraîné la mort de 26 mineurs de charbon en Nouvelle-Écosse, en 1992; le documentaire Corps et Âmes, qui jette un regard inquisiteur sur l'univers de la pornographie commerciale; ou encore Democracy on Trial, qui s'intéresse à la campagne du Dr Henry Morgentaler pour le droit à l'avortement.

**Commentaires de Michel Handfield** (22 décembre 2005/mis en ligne le 5 janvier 2006)

L'ONU évalue à 600 millions \$/an sa mission pour construire la paix au Congo et éviter un autre génocide. Telle est la réalité. La République Démocratique du Congo (que nous nommerons tout simplement Congo dans la suite de ce texte) est déchiré par des guerres de clan, où le jour les ethnies rivales fréquentent le même marché, mais s'égorge la nuit, le tout pour le contrôle des richesses, car si le peuple est pauvre, le pays est doté de richesses

en mines d'or et de diamants! Mais cette richesse ne sert pas à nourrir le peuple et à construire le pays; elle sert à attiser la guerre entre les clans et à payer les armes qu'utilisent des enfants soldats manipulés par des chefs de clan, certains instruits, mais tous d'excellents manipulateurs!

Ce sont les pays voisins qui profitent davantage de leurs richesses, en échange d'armes, pas le peuple! C'est une question d'argent sur fond de pauvreté. La question qui se pose est alors « A qui profite le contrôle de ces richesses naturelles et la vente d'armes? » Même si on sait la réponse, on n'y peut rien, car l'ONU n'est pas là pour faire des guerres. Elle a déjà assez de difficultés à obtenir des ressources pour protéger les citoyens. Comble d'hypocrisie, elle est régulièrement accusée d'impuissance, souvent par ceux là même qui ne la respectent pas. Elle a beau répéter ses avertissements et faire des demandes d'interventions, les États ne bougent pas, à moins que les médias en parlent. A partir du moment où les grandes chaînes de télé s'y intéressent, ça débloque et on lui reproche sa lenteur d'agir, alors que celle-ci est causée par l'inaction de ses membres, car l'ONU est une organisation au service des États-membres. Sans leur consentement elle n'a pas le mandat de faire grouiller les choses et les États le savent. Selon les conflits et les intérêts en cause, certains États font de l'obstruction, d'autres agissent hors du cadre onusien.

Cette balance entre politique (diplomatie) et stratégie se répercute dans ses actions sur le terrain. Ses gens sont pris entre la réalité, dans les régions du globe en crise, et la diplomatie qui ne veut pas toujours bouger quand il le faut, car un conflit peut faire leur affaire politiquement ou économiquement. C'est notamment le cas du Congo, où ses voisins, l'Ouganda et le Rwanda, en ont profité pour s'accaparer une part de ses richesses, notamment par la vente d'arme, mais aussi par leur présence militaire sur le terrain. Si ce n'est pas clair, on peut le penser. (1)

L'ONU c'est un peu comme une coquille vide; elle dépend de ce que l'on met dedans en termes de ressources monétaires, humaines, diplomatiques, humanitaires, stratégiques et militaires, pour ne nommer que celles là, pour agir. Elle a de la volonté, mais pas de moyens en soit, Une tête pas de corps! Elle dépend de ce jeu de domino géant entre les intérêts divergents des États membres à l'échelle de la planète; ce qu'on appelle la géopolitique mondiale.

Pour quelqu'un qui s'intéresse à l'économie mondialisée et à la politique, ceci m'a conduit à la réflexion suivante : l'ONU, qui s'occupe de sécurité mondiale, non seulement au sens militaire, mais au sens humain et humanitaire du terme (les famines, la culture, le travail, etc.), ne devrait-elle pas avoir droit à un financement stable? Comme elle dépasse les États, ne devrait-elle pas en être indépendante de par sa mission? Pourquoi ne pas la financer par un impôt sur le profit des multinationales alors? Ce serait d'autant plus raisonnable que ça prend une certaine forme de sécurité et de développement mondial pour le bien de leurs affaires d'une part, et que les multinationales échappent souvent à la

fiscalité nationale de par leurs structures d'autre part. Il y aurait là une fiscalité à leur mesure et à laquelle ils ne pourraient plus échapper pour le bien de tous. Et l'on pourrait taxer davantage les producteurs et les vendeurs d'armes, pour qui tous ces conflits sont des plus profitables!

**Note :**

1. Au moment où je travaillais ce texte, le 19 décembre 2005, Radio-Canada a annoncé un jugement en faveur du Congo de la Cour Internationale de justice. Je l'ai donc retracé, « *Activités armées sur le territoire du Congo (République démocratique du Congo c. Ouganda)* », sur le site de la Cour internationale de justice. Voici ce lien :

[www.icj-cij.org/cijwww/cpresscom/cpresscom2005/cpresscom2005-26\\_co\\_20051219.htm](http://www.icj-cij.org/cijwww/cpresscom/cpresscom2005/cpresscom2005-26_co_20051219.htm)

**Hyperliens :**

ONU: [www.unsystem.org/fr/](http://www.unsystem.org/fr/)

Congo : [www.congovision.com/](http://www.congovision.com/)

Le Portail Web du Congo Brazzaville : [www.congopage.com/](http://www.congopage.com/)

République Démocratique du Congo sur Wikipédia :

[http://fr.wikipedia.org/wiki/R%C3%A9publique\\_d%C3%A9mocratique\\_du\\_Congo](http://fr.wikipedia.org/wiki/R%C3%A9publique_d%C3%A9mocratique_du_Congo)

Congoline : [www.congonline.com/](http://www.congonline.com/)

Cour internationale de justice : [www.icj-cij.org](http://www.icj-cij.org)

Ici nos pages **Économie Politique**

([www.homestead.com/societascriticus/socioeco.html](http://www.homestead.com/societascriticus/socioeco.html)) et **Le Monde**

([www.homestead.com/societascriticus/lemonde.html](http://www.homestead.com/societascriticus/lemonde.html)) sont des références complémentaires.

---

**CANNES ADVERTISING FESTIVAL 2005**

VARIOUS (2004) 95 MIN.

Sortie le 6 janvier 2006

[www.ex-centris.com](http://www.ex-centris.com)

Pour vous réconcilier avec la télévision, faites le tour de la planète, en regardant es meilleures pub primées à Cannes en 2005. Une sélection dont le style et la technique vous étonneront par leur audace et ingéniosité.

**Commentaires de Michel Handfield** (25 décembre 2005/Mis en ligne 5 janvier 2006)

Ode au consumérisme créatif! La pub a des référents historiques ou des élans de fiction, mais toujours une ficelle qui la retient à la réalité du produit ou du service! Elle joue sur le cynisme, la comédie, les fantasmes, la sensualité, la mythologie; bref sur nos sensibilités pour que l'on craque pour ce qu'elle a à nous proposer. Mais plus souvent qu'autrement, l'on craque pour elle!

A souligner le retour d'Adidas et les pubs de déodorants et d'antis sudorifiques! Elles sont très créatives à mon goût.

Après toute cette pub primée, vous trouverez la plupart de nos pubs quotidiennes bien plates. D'ailleurs, dans la liste des pubs retenues cette année, il n'y en a aucune du Canada! C'est assez significatif je crois.

Si le jury retient les publicités politiques, l'on pourrait peut être en voir deux l'an prochain, soit la pub francophone du Parti Libéral, *les vraies priorités* ([www.liberal.ca/multimedia\\_f.aspx?id=70](http://www.liberal.ca/multimedia_f.aspx?id=70)), qui a fait des remous vu son calque de la LNI, et celle du Parti Conservateur qui montre un cycliste dont la roue avant fut remplacée par des blocs de ciments, qui s'intitule *débloquer votre voix* ([www.conservative.ca/FR/2049/#](http://www.conservative.ca/FR/2049/#)), car elles sont assez créatives, suscitent la controverse et font jaser! Mais quand la « pole » de la créativité revient à la politique, ça signifie peut être qu'il faut sonner le réveil de nos élites économiques... avant qu'ils ne braillent que leurs clients les délaissent pour les produits étrangers. C'est là qu'on « voit » que la pub est socialement et politiquement significative. Si l'on dort sur nos lauriers et que l'on se fit à l'aide de l'État comme le font trop souvent nos entreprises, ça se reflète aussi dans notre pub : elle est endormante et on la zappe!

---

**Syriana (2005)**  
**Un film à voir pour être informé!**  
**Commentaires de Michel Handfield**

11 décembre 2005

Warner Bros. En vedette: George Clooney, Matt Damon, Amanda Peet,

Dans ce film on suit quatre personnages principaux à travers différentes intrigues qui n'en font qu'une :

- **Bob Barnes** (George Clooney), agent terrain de la CIA, qui se fait larguer par ses supérieurs pour des raisons stratégiques autour du pétrole;

- **Bennet Holiday** (Jeffrey Wright), un avocat qui doit défendre une grande entreprise pétrolière et voir à ce que sa fusion passe malgré quelques accrocs à la loi. Pour cela il faudra sacrifier quelques personnes pour donner une apparence de justice!

- **Bryan Woodman** (Matt Damon) est un conseiller économique qui se rapproche d'un des fils du Prince Nasir, pressentit pour prendre la succession de son père, avec pour mandat de le conseiller dans ses objectifs de réforme, notamment de démocratisation du royaume. Mais son père lui préférera son frère sous les conseils de **Dean Whiting** (Christopher Plummer), le patron de Bennet, qui le trouve plus malléable, ce qui est à l'avantage des Etats-Unis et de l'industrie pétrolière en particulier, car leurs intérêts se confondent! Rêver de démocratie, de paix et d'union des forces, dans une région aussi stratégique que le Moyen-Orient ne peut qu'être dangereux pour les intérêts États-Uniens!

Ce film tourne autour du pétrole, du pouvoir et de l'argent. C'est le carburant de la vie et de la mort, car qui dit pouvoir dit gagnants et perdants; alliances et complots; victoires et vengeances. On est dans un jeu de Monopoly réel : les dédales de l'économie mondialisée, avec la manipulation, les idéologies et le terrorisme en prime! « Princes et courtisans dans le monde du pétrole », tel aurait pu être le sous titre de ce film.

Kazakhstan, Chine, Liban, États-Unis, « *name it* » sont les terrains sur lesquels se déroule cette partie de Monopoly. Et c'est dans les coulisses que l'on s'imisce par ce film! L'on y saisit la théorie économique et la stratégie politique, car toute l'intrigue est construite sur ce canevas avec au premier chef les bouleversements que provoque l'arrivée de la Chine comme acheteur dans ce marché, ce qui change l'équilibre des forces en présence sur l'échiquier mondial et rend autant les entreprises que les gouvernements nerveux.

A défaut de pouvoir tout rapporter, car c'est un film complexe mais très bien documenté, un des personnages cite Milton Friedman, prix Nobel d'économie 1976 et l'un des pères du [néolibéralisme](#), qui dit que « la corruption c'est l'État qui nuit au marché! » Et notre protagoniste de poursuivre : « la corruption c'est faire des affaires et elle doit être légale pour l'entreprise privée! » Toute la philosophie économique actuelle que voudraient nous imposer les entreprises est là! Pensons à Enron comme au scandale des commandites : l'entreprise doit faire du profit coûte que coûte et tous les moyens sont bons pour y arriver. Si elle est dans l'illégalité c'est tout simplement parce que les lois entravent son libre fonctionnement! Ce n'est pas l'entreprise qui est dans le tort, mais le gouvernement qui a fait des lois qui entravent le libre marché! C'est

exactement le discours [néolibéral](#) actuel, qui est si proche de l'anarcho-capitalisme que certains le qualifie de libertarien, un dérivé de libertaire (1), car à la différence des anarchistes purs et durs ils acceptent un État qui joue seulement un rôle militaire et de protecteur du bien privé (police). Le social et la charité sont laissé au marché des fondations, des organismes religieux et de bienfaisances qui font des collectes par exemple. L'entreprise privée ne pourrait se permettre de devenir coopérative et sociale comme dans l'anarchisme de gauche, ni d'être limité par le bien commun. Tout doit être marchandise : l'eau comme le pétrole! Bienvenue dans la réalité, car ce film c'est davantage la réalité que certaines nouvelles, comme le débat sur la couleur de la margarine, que l'on voit à la télé. Un film à voir pour être bien informé!

### **Notes :**

1. Libertaire est un synonyme d'[anarchisme](#).

### **Références/Hyperliens :**

Ce film est basé sur le livre « *See no evil* » de Robert Baer :

[www.powells.com/biblio/140004684x?&PID=30079](http://www.powells.com/biblio/140004684x?&PID=30079)

« *Or noir et Maison-Blanche - Comment l'Amérique a vendu son âme pour le pétrole saoudien* » de Robert Baer, ancien agent démissionnaire (en 1997) de la CIA : <http://www.parutions.com/pages/1-6-63-3768.html>

Sur le film :

<http://www.cinematiclock.com/aw/crva.aw/p.clock/r.ont/m.Toronto/j.f/i.8455/f.Syriana.html>

<http://syrianamovie.warnerbros.com/>

###

[Index](#)